Tebboune en visite d'Etat à Moscou en mai prochain

P.3

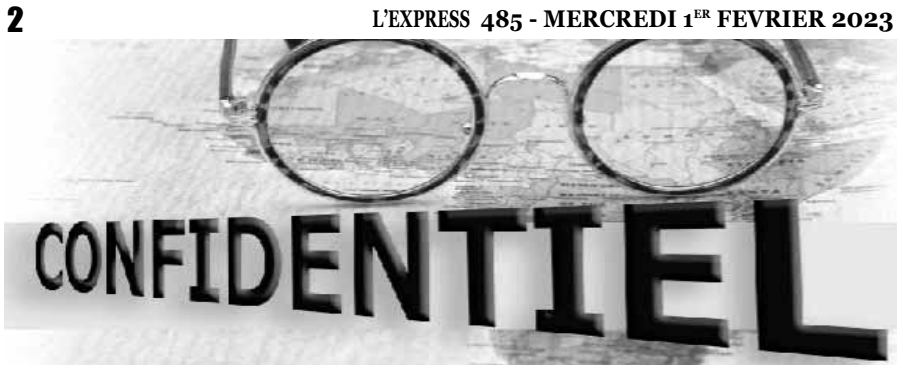
L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 1ER FÉVRIER 2023 // N°485 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

CHAN 2022/ L'ALGÉRIE BAT LE NIGER (5 - 0) ET FILE EN FINALE

HISTORIQUE !

Lire en page 16



ALGER

LES DEUX CHAUFFEURS DE BUS À L'ORIGINE D'UN ACCIDENT À DOUÉRA ARRÊTÉS

Les services de la Gendarmerie nationale ont mis la main lundi sur les deux chauffeurs de bus ayant provoqué un accident. Une vidéo mise en ligne a montré les deux chauffeurs à bord de leur bus en pleine altercation avant d'engendrer un accident. Selon l'application "Tariqi", les deux conducteurs assurant la ligne Aïn Allah – Douéra (Alger) ont pris la poudre d'escampette après cet accident qui a suscité une forte panique parmi les voyageurs, comme en atteste une vidéo. Désormais, ils sont présentés devant la GN de Douéra pour être entendus avant d'être déférés devant les instances judiciaires compétentes.

LA MINISTRE DE LA CULTURE ET DES ARTS REÇOIT L'AMBASSADEUR ET COORDONNATEUR RÉSIDENT DE L'ONU EN ALGÉRIE

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a reçu dimanche à Alger l'ambassadeur et coordonnateur résident des Nations unies en Algérie, Alejandro Alvarez, qui a salué les initiatives culturelles organisées par le ministère au niveau des camps des réfugiés sahraouis, indique un communiqué du ministère.

Le coordonnateur onusien s'est félicité, lors de cette rencontre, du "large soutien" apporté par l'Etat algérien au peuple sahraoui dans divers domaines.

De son côté, Mme Mouloudji a fait savoir que son département "se prépare à signer une convention avec son homologue sahraoui portant lancement de programmes culturels communs aux dimensions internationales, notamment dans le domaine du théâtre".

La rencontre a été également une occasion pour présenter "les tendances majeures du secteur de la Culture et des Arts notamment en matière d'industries culturelles.

GUERRE EN UKRAINE

BIDEN ANNONCE QUE LES ÉTATS-UNIS NE DONNERONT PAS D'AVIONS DE COMBAT F-16

Le va-t-en guerre Zelensky risque de voir sa ferveur belliqueuse refroidie pour longtemps, lui qui escomptait sur un soutien total des Etats-Unis pour alimenter le front de combat par une flotte aérienne à la puissance de feu illimitée. En effet, après débat à la Maison Blanche, les Américains ont choisi l'option la plus sage, qui consiste à dire non. Après les promesses de livraisons de plus de 300 chars par plusieurs pays de l'Otan, Volodymyr Zelensky a demandé dimanche soir une nouvelle "accélération des approvisionnements" vers Kiev et "de nouvelles options d'armement". Le Kremlin prévient que cela conduirait à "une escalade significative", l'Allemagne aussi.

RÉDUIRE LE TEMPS D'ACCOSTAGE DES CARGOS

OBJECTIF, ATTEINDRE UN VOLUME DES EXPORTATIONS DE 10 MILLIARDS USD

Le ministre des Transports, Kamel Beldjoud, a insisté sur la nécessité de concrétiser la plateforme numérique de la communauté portuaire afin de réduire le temps d'accostage des cargos en mer et de les traiter dans les meilleurs délais.

Le ministre, en visite de travail dans la wilaya d'Oran, a indiqué que l'application effective de cette plateforme numérique "contribuera également, de manière significative, à réduire les amendes de retard des cargos et des conteneurs, qui coûtent au Trésor public des fonds exorbitants en devises fortes". Il a fait savoir que son département ministériel entendait aller vers la spécialisation dans l'activité des établissements portuaires au niveau national, soulignant le rôle important que jouent ces infrastructures dans le développement de l'économie du pays et du commerce extérieur.

Kamel Beldjoud a également indiqué que son département ministériel travaille, pour l'année en cours, à reconduire une partie de l'activité des ports nationaux pour atteindre un volume des exportations de 10 milliards USD.

PARLEMENT EUROPÉEN

LE MAROC DEVANT LA COMMISSION PEGASUS

Le Maroc sera à l'ordre du jour de la commission en charge de l'affaire d'espionnage Pegasus du Parlement européen qui se réunira le 9 février prochain, révèle un média belge.

"Jusqu'ici épargné par les travaux de la commission Pegasus, le Maroc sera à l'ordre du jour d'une réunion au Parlement européen", écrit le quotidien Le Soir. Selon une "source européenne" citée par le média belge, "il est important de mettre le sujet sur la table puisque la commission n'a pas parlé du Maroc jusque-là" (lire p.3).

LA CHINE DEMANDE AUX ÉTATS-UNIS D'ARRÊTER LES LIVRAISONS D'ARMES À L'UKRAINE

Pékin accuse Washington d'être à l'origine de la crise en Ukraine au travers de son plan de livraison d'armes à Kiev.

Le ton se durcit entre la Chine et les États-Unis. La porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Mao Ning, a accusé lundi les États-Unis "d'avoir déclenché la crise en Ukraine" et d'"être le principal facteur qui l'alimente" en fournissant des armes lourdes à Kiev, rapporte Bloomberg.

Le 24 janvier, l'administration américaine avait accusé des entreprises publiques chinoises d'assister militairement et économiquement la Russie, sans détailler le caractère et l'ampleur de cette aide, a rapporté BFMTV.

Des "soupçons infondés" et un "chantage sans fondement", selon Pékin qui accuse Washington d'avoir "semé la paranoïa".

L'ALGÉRIE CONDAMNE AVEC "FERMETÉ" LES DEUX ATTAQUES TERRORISTES AU BURKINA FASO

L'Algérie a condamné avec "fermeté" les deux attaques terroristes qui ont ciblé une unité de combat dans le nord du Burkina Faso et des civils dans le sud du pays, faisant des dizaines de morts et de blessés parmi les soldats, les volontaires et les civils, a indiqué mardi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "L'Algérie condamne avec fermeté les deux attaques terroristes qui ont ciblé, les 29 et 30 janvier 2023 au Burkina Faso, une unité de combat à Falagountou (nord du pays) et des civils dans la région des Cascades (sud du pays), faisant des dizaines de morts et de blessés parmi les soldats, les volontaires et les civils", lit-on dans le communiqué.

"Tout en exprimant sa sympathie et sa solidarité avec le Burkina Faso dans ces douloureuses circonstances, l'Algérie, en qualité de coordonnateur de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique, souligne la nécessité d'inscrire la lutte contre ce fléau en tête des priorités internationales dans l'étape actuelle et d'adopter une approche globale et multilatérale renforçant la dimension préventive et s'attaquant aux facteurs qui alimentent le terrorisme et l'extrémisme violent", ajoute la même source.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information edité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:
ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur de l'administration et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION D'EDITION ET DE LA PUBLICITÉ ANEP
Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 - (021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 - (021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

IL PROPOSE SES SERVICES POUR COMBATTRE "DAESH" AUX PORTES SUD DE L'ALGÉRIE

Coalition "historique" entre Iyad Ag Ghaly et les signataires de l'accord de paix

C'est un événement d'une importance capitale pour les pays de la région maghrébo-sahélienne.

Alors que les groupes affiliés à l'Etat Islamique "Daesh" menacent à la fois le Mali, le Niger et le Burkina Faso, au Nord-Mali c'est une information ahurissante qui vient bouleverser les données.

En effet, Iyad Ag Ghaly a rencontré des représentants des groupes armés du Nord, signataires de l'accord de paix de 2015. Le ou les entretiens se sont déroulés en fin de semaine dernière, près de Kidal. Le chef du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, affilié historiquement à al-Qaïda, souhaite concentrer les efforts de tous contre le groupe État islamique mais sans passer d'alliance formelle.

On parle d'une réunion informelle, et qui se serait déroulée jeudi 26 janvier, à Djounhane, à une quarantaine de kilomètres de Kidal.

Plusieurs hauts cadres de différents groupes armés du Nord ainsi que des sources sécuritaires assurent qu'Iyad Ag Ghaly a rencontré trois personnalités de marque. La première, c'est Alghabass Ag Intallah, patron du HCUA membre de la CMA (ex-rebelles indépendantistes) et du CSP (qui rassemble les groupes armés du Nord signataires de l'accord de paix de 2015 conclu avec l'État malien, toutes tendances confondues).

La seconde, c'est le Général El Hadj Ag Gamou : Général de l'armée malienne et chef militaire du Gatia, groupe armé membre de la Plateforme (groupes armés du Nord ayant toujours défendu l'unité de l'État malien) et du CSP.

Enfin, la troisième, c'est Mohamed Ag Intallah : frère d'Alghabass, Amenokal (première autorité traditionnelle) de Kidal et membre du CNT, le Conseil national de transition (organe législatif de la Transition depuis le Coup d'État militaire d'août 2020). Une rencontre au sommet.

L'information ébauchée par des sites mauritaniens, a été abondamment traitée -comme exclusivité - par le média français RFI. Certaines sources démentent toutefois la présence personnelle d'Alghabass Ag Intallah et du Général Gamou mais reconnaissent la participation d'« émissaires du CSP » ayant accepté, à sa demande, de discuter avec Iyad Ag Ghaly. Si l'information venait à être confirmée, elle serait alors décisive pour éloigner le spectre Daesh.

Quant à Iyad, certains chefs de la Confédération des mouvements de l'Azawad assurent qu'il serait alors tout proche de rejoindre les accords de paix issus du Plan d'Alger de 2015.

O.F.

UNE ALLIANCE STRATÉGIQUE MALGRÉ UN CONTEXTE GÉOPOLITIQUE HOSTILE

ENTRETIEN TEBBOUNE-POUTINE, LA COOPÉRATION AU MENU

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et son homologue russe, M. Vladimir Poutine, ont eu un entretien téléphonique lors duquel ils ont abordé les relations unissant les deux pays, notamment les perspectives de coopération énergétique, indique mardi un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son homologue, M. Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie, ont eu un entretien téléphonique lors duquel ils ont abordé les relations unissant les deux pays, notamment les perspectives de coopération énergétique", lit-on dans le communiqué. "Les deux présidents ont abordé, à cette occasion, la réunion prévue de la Grande Commission mixte algéro-russe, convenant par là même de la visite d'Etat qu'effectuera Monsieur le Président de la République en Fédération de Russie le mois de mai prochain", ajoute la même source.

I.M.Amine/Avec APS

L'Algérie condamne avec «fermeté» les deux attaques terroristes au Burkina Faso

L'Algérie a condamné avec "fermeté" les deux attaques terroristes qui ont ciblé une unité de combat dans le nord du Burkina Faso et des civils dans le sud du pays, faisant des dizaines de morts et de blessés parmi les soldats, les volontaires et les civils, a indiqué mardi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "L'Algérie condamne avec fermeté les deux attaques terroristes qui ont ciblé, dimanche 29 et lundi 30 janvier 2023, au Burkina Faso, une unité de combat à Falagountou (nord du pays) et des civils dans la région des Cascades (sud du pays), faisant des dizaines de morts et de blessés parmi les soldats, les volontaires et les civils", lit-on dans le communiqué. "Tout en exprimant sa sympathie et sa solidarité avec le Burkina Faso dans ces douloureuses circonstances, l'Algérie, en qualité de coordonnateur de l'Union africaine sur la prévention et

la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique, souligne la nécessité d'inscrire la lutte contre ce fléau en tête des priorités internationales dans l'étape actuelle et d'adopter une approche globale et multilatérale renforçant la dimension préventive et s'attaquant aux facteurs qui alimentent le terrorisme et l'extrémisme violent", ajoute la même source.

APS

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

LA LOI EN PROJET S'Y RAPPORTANT PRÉSENTÉE HIER À L'APN

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a présenté, hier, le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la traite des êtres humains, devant la Commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN). « L'élaboration de ce projet de loi a pour objectif la lutte contre ce phénomène étranger à notre société, au vu de ses répercussions néfastes, notamment sur les femmes et les enfants », a précisé M. Tabi, précisant que ce « crime transfrontalier en appelle à la mise en place d'une législation spécifique », d'où l'importance de ce projet de loi qui tend à « permettre à notre pays de s'adapter aux engagements internationaux ». Le projet de loi souligne que l'Etat est tenu d'assurer la protection des victimes de la traite des être humains et de renforcer la coopération institutionnelle et internationale en matière de prévention contre ce crime, outre l'implication des Collectivités locales et des institutions publiques dans la prévention contre ce phénomène à travers l'élaboration d'une stratégie nationale en y associant la société civile. Il met l'accent aussi, ajoute le ministre de la Justice, sur les missions de la Commission nationale de prévention contre la traite des être humains créée en 2016, laquelle est chargée de l'élaboration du projet de stratégie nationale et de l'adoption de mécanismes de vigilance permettant de dévoiler à l'avance les différentes formes de ce crime. Comme la majorité des victimes de la traite des êtres humains sont des femmes et des enfants vulnérables, le projet de loi prévoit une batterie de mesures pour les accompagner et les accueillir dans des établissements dédiés à cet effet. Le projet de loi propose également des mesures qui facilitent le rapatriement des victimes algériennes, et des victimes étrangères vers leurs pays d'origine, en leur facilitant l'accès à la justice, et en créant un fonds pour leur prise en charge. Le projet fait obligation aux fournisseurs d'accès à internet ou à toute personne de fournir toute information en relation avec l'enquête sur les crimes de traite des êtres humains, et prévoit la possibilité d'ordonner le retrait immédiat de tout contenu autorisé à la consultation ou l'interdiction d'accès à ce dernier. Le projet en question instaure la procédure de fuite électronique comme procédure d'investigation et d'enquête, à travers laquelle les officiers de la police judiciaire peuvent, sur décision judiciaire, accéder aux systèmes informatiques ou tout autre système électronique visant à contrôler les suspects. Il autorise, en outre, la perquisition à toute heure de la journée, tout comme il confère aux associations et aux instances activant en matière de protection des droits de l'homme le droit de déposer une plainte auprès de la justice et de se constituer partie civile. Ledit projet prévoit pour ce phénomène des sanctions allant jusqu'à la perpétuité si la victime subit des actes de torture, une violence sexuelle ou une invalidité. La peine est également durcie en cas de crime commis dans le cadre d'un groupe organisé ou lorsqu'il s'agit d'un crime transfrontalier. Le nouveau texte criminalise la divulgation d'informations permettant d'identifier la victime, les témoins ou les dénonciateurs, de même que toutes les formes de menace et de représailles ciblant ces derniers ou les experts. Après avoir purgé leurs peines, les criminels sont soumis au contrôle électronique et interdits de résider en Algérie pour une durée allant jusqu'à 10 ans. Le projet renferme des dispositions relatives à la coopération internationale, notamment dans le cadre des mesures judiciaires, l'extradition des criminels et la récupération des revenus criminels, en stipulant le respect du principe de « réciprocité », à l'exception des demandes de coopération judiciaire susceptibles de porter atteinte à la souveraineté nationale ou à l'ordre public.

Y. B.

DJAMIL AISSANI, PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES, ET PRÉSIDENT DE GEHIMAB, À L'EXPRESS :

«Protection, rénovation et valorisation des monuments et vestiges historiques»

Professeur de mathématiques, Directeur de l'Unité de Recherche LaMOS (Modélisation et Optimisation des Systèmes), Université de Béjaïa, Djamil Aissani est également président de la Société Savante Gehimab (GEHIMAB (Groupe d'Etudes et de Recherches sur l'Histoire des Mathématiques à Bougie) fondée en 1991 et qui œuvre à exhumer, préserver et vulgariser les richesses scientifiques, culturelles, historiques et patrimoniales de Béjaïa. Dans cet entretien qu'il nous a accordé, il est question, grosso modo, de la situation du patrimoine historique de Béjaïa et de la précieuse contribution de GEHIMAB à sa mise en valeur et à sa préservation.

● L'Express : Depuis sa création, l'association Gehimab a toujours œuvré à la protection, à la restauration et à la mise en valeur des sites et monuments historiques de Béjaïa. Quel est l'état des lieux actuel des monuments et vestiges historiques que renferme la wilaya ?

Effectivement, la société savante GEHIMAB (Groupe d'Etudes sur l'Histoire des Mathématiques à Béjaïa) a toujours collaboré avec les pouvoirs publics pour l'identification et la documentation des sites archéologiques et monuments historiques de la wilaya de Béjaïa. Dès 1991, lors de l'Assemblée Générale Constitutive de notre association, Monsieur Brahim Boussadia, Chef de la Circonscription Archéologique de Béjaïa (qui regroupait alors 3 Wilayas – Béjaïa, Bouira et Tizi Ouzou) avait donné une conférence intitulée « Vestiges archéologiques de Béjaïa » où il soulignait l'importance de l'aqueduc de Saldae (Toudja), « le monument le plus important de law ilaya ». Puis il avouait : « Franchement, les vestiges sont plus en sécurité sous sol ». C'est-à-dire, mieux vaut ne pas découvrir, car, dans le cas contraire, il va falloir protéger et restaurer. Or, nous n'en avons ni les moyens, ni les savoir-faire ».

● Y a-t-il encore des sites à Béjaïa qui ne sont pas encore classés par arrêté parmi les sites et monuments historiques ou sur la liste des biens culturels ? Si c'est le cas, pouvez-vous nous citer quelques exemples ?

Il y a 30 ans de cela, les sites classés se limitaient au périmètre « Béjaïa – El Kseur_ Toudja » et « Afalou – Melbou ». Mais ces dernières années, un grand travail a été réalisé dans la vallée de la Soummam et les Bibans. Il y a actuellement deux périmètres sauvegardés : la vieille ville de Béjaïa et la Qal`a des Ath Abbas. Des dizaines de sites ont été documentés. Pas simplement en ce qui concerne l'intérêt culturel et historique, mais également du côté administratif et juridique : plan de masse, plan de situation, statut juridique. Par la suite, il faut transmettre les dossiers à la Commission de wilaya pour qu'ils soient inscrits dans l'inventaire supplémentaire des biens culturels de la wilaya de Béjaïa. Cela a été le cas dernièrement pour la galerie de peinture et des arts graphiques Emile-Aubry et du puits de la paix (Bir Slem). Mais de nombreux autres sites sont en attente. Nous sommes actuellement en train de préparer le dossier de classement national pour « l'aqueduc de Saldae – Toudja ». D'un autre côté, il y a des dizaines de sites qui ne sont pas classés, partout dans les 52 communes de la wilaya de Béjaïa malgré qu'ils soient bien documentés : c'est le cas par exemple de la Zawiyya – Institut de Chellata, de la stèle lybico–berbère figurée de Smaoun, des sites antiques d'Ighil Oumsed et de Bouni…

● De nombreux sites et monuments, pourtant classés, à l'exemple de Tiklat, antique Tubusuptu, et les allées couvertes d'Ibarissen, sont laissés à l'abandon. Y a-t-il espoir de voir un jour ces sites restaurés et protégés pour devenir de véritables destinations touristiques ?

C'est vrai, les sites que vous citez ne sont pas protégés. La protection est du ressort des pouvoirs publics, notamment de l'OGEBC (Office de Gestion des Biens Culturels) et de la Direction de la Culture de Wilaya. Cependant, la société civile a le devoir d'intervenir, comme support. Ainsi, des associations du patrimoine ont intégré dans leur programme la protection des sites archéologiques et les monuments historiques. C'est le cas pour El Kseur des associations Tiklat et Timzizdekt. Avec elles, dès 2007, nous avions présenté un dossier de prise en charge et d'accessibilité du site de Tubusuptu – Tiklat.

● Béjaïa recèle des sites et vestiges historiques de différentes périodes. On en recense de la préhistoire à la colonisation française, en passant par les périodes punique, romaine, médiévale, espagnole et ottomane. Seraient-ce les sites et vestiges des périodes récentes qui sont les mieux conservés et les mieux protégés ?

Effectivement, les pouvoirs publics et la société civile ont pris conscience de l'importance du bâti colonial comme patrimoine. On a vu la mobilisation citoyenne pour la restauration et l'exploitation de l'ancien palais de justice et de la Maison d'hôtes de la Wilaya (construite par le célèbre ingénieur – géomètre polytechnicien Albert Ribaucour - mort en 1893). Mais cette mobilisation a également été forte pour signaler les « couacs » des prises en charge de la protection et de la restauration de Bab El Fouka et de la Casbah.

● Quels rôles peuvent jouer les collectivités locales pour préserver le patrimoine en général, le faire vivre et éviter sa dégradation ?

La préservation du patrimoine fait partie des missions de l'O.G.E.B.C. (Office de Gestion et d'Exploitation des Biens Culturels), représenté à Béjaïa par Monsieur le Directeur du Musée Bordj Moussa et des Directions de la Culture de Wilaya. Mais les collectivités locales ont le devoir d'intervenir lorsqu'elles sont informées. En particulier, celles qui ont des moyens (comme les APC de Béjaïa, d'El Kseur et d'Akbou) peuvent dégager des budgets pour des opérations de préservation. C'est le cas de l'APC de Béjaïa pour la préservation de Bab el Fouka. Les services techniques ou de pavoisement des APC peuvent proposer des initiatives, mais toujours sous le contrôle des organismes concernés (OGEBC). Il en est de même pour la société civile. Ainsi, les APC d'El Kseur et Akbou ont actuellement des projets de mise en place de Musées d'art et d'histoire très avancés.

● Qu'en est-il de l'ambitieux projet de votre association, «Musée National de Patrimoine et de Société Kabyle» ?

L'organisation tribale a été à la base de la société kabyle à travers les siècles. C'est ce qui explique l'intérêt des chercheurs internationaux pour les tribus. Le Concept « Musée national de patrimoine et de société de la Kabylie » a été introduit en 2010. De patrimoine, car il collectera, conservera et mettra en valeur les témoignages matériels de l'histoire des tribus de Kabylie et de ses habitants, des origines à nos jours. De société, car il mettra en évidence l'intérêt de ses traditions. Il sera donc un lieu de réflexion sur les questions contemporaines, éclairées par les travaux récents d'archéologie, d'histoire et de sciences sociales. Cependant, cette structure devra dépasser le cadre du « local ». A terme, il s'agit de concevoir un Musée national qui devra permettre aux visiteurs de se familiariser avec l'organisation et la structuration de la société kabyle. Il participera au mouvement de renouveau des grands musées d'histoire et d'ethnologie dans le monde. Il s'agit de mettre en place des circuits entre sites choisis (un par commune) et qui permet à des visiteurs de prendre connaissance du patrimoine matériel, immatériel et naturel de la Kabylie. Les sites choisis sont situés sur le territoire de huit wilayas (Béjaïa, Jijel, Sétif, Bord Bou-Arréridj, M'sila, Bouira, Tizi Ouzou, Boumerdès).

Le Pont de l'Aqueduc. Reconstitution.

● Devant le péril qui pèse sur les sites et monuments historiques du pays en général, ne pensez-vous pas qu'il faudrait lancer des campagnes de sensibilisation qui toucheront même les écoles pour encourager le patriotisme patrimonial et culturel ?

Vous avez raison. Il est nécessaire de sensibiliser les chargés des activités culturelles des directions de l'éducation, de la jeunesse et des sports, des universités de wilaya. Ces derniers peuvent jouer un rôle dans la fréquentation des musées par les scolaires et les étudiants. Ainsi, le Parc national du Gouraya a signé dernièrement une convention pour initier des visites guidées au niveau de ses musées, notamment celui de géologie et des sites historiques.

● Votre association a lancé depuis février le projet de Centre de Documentation sur l'Histoire de Béjaïa (CDHB). Quel apport peut apporter ce projet dans la valorisation du patrimoine historico-culturel de Béjaïa ?

Le CDHB (Centre de documentation sur l'histoire de Béjaïa) a été lancé dans le cadre de l'appel à projet de l'APW 2019. Il a obtenu la première place (sur 93 dossiers). Il met à la disposition du public tous les documents relatifs à la Cité et la région. Il est situé au premier étage de la Bibliothèque de lecture publique (près de Radio Soummam). Une convention a été signée pour réglementer son fonctionnement. Ainsi, en ce qui concerne les sites et monuments, le centre dispose de toutes les informations relatives au musée – circuit de la basse vallée de la Soummam. Cette première composante du Musée de Patrimoine et de Société de la Kabylie, a été mise en place en 2012. Douze sites archéologiques et monuments historiques situés dans les douze communes de la région de Sidi-Aïch ont été classés.

● Je vous laisse conclure…

Nous continuons notre travail dans le domaine du classement des sites et monuments. Vendredi passé, nous avons officiellement lancé notre nouveau projet de musée – circuit de la Haute Vallée de la Soummam.

Il s'agit d'un circuit reliant quinze sites situés dans quinze communes de la région (Akbou, Chellata, Ouzzelaguen, Ighram, M'cisna, Seddouk, Amalou, Tamokra, Bou Hamza, Aït R'zine, Ighil Ali, Boudjellil, Tazmalt, Ath Mellikeche, Béni Maouche). Une réunion autour du président du Gehimab et le maire d'Akbou, M. Salhi Mouloud, a réuni nos partenaires (institutions et société civile), ainsi que des spécialistes comme la célèbre anthropologue allemande Judith Scheele et l'archéologue Farid Kherbouche.

Propos recueillis par Boualem Bouahmed

ILS ACCUSENT ENCORE DU RETARD

Numérique et connaissance : maillon faible de la chaîne économique !

L'âge du numérique aura certainement de profondes répercussions, qui toucheront tous les maillons de la chaîne économique. Cela fait partie des rêves encore à réaliser. Cela ferait, peut-être, oublier les ratés du système des nouvelles technologies dans le pays.

L'Algérie a accompli des progrès numériques dans l'administration publique ainsi que dans d'autres secteurs. Mais, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir en la matière. Tenant compte du fait que l'ouverture numérique non seulement sert de moteur à la croissance économique mais favorise les progrès aux plans social, éducatif et médical, entre autres, le pays s'est engagé à investir davantage dans ce secteur, en vue de rattraper son retard. Le chef de l'Etat avait appelé, il y a quelques moins, à la nécessité pour l'Algérie d'adopter un « modèle économique » avancé basé sur la « connaissance », soulignant que l'accent était mis sur la nécessité de « reconsidérer l'approche de l'emploi » en soutenant « l'entrepreneuriat » et « l'esprit d'entreprise des jeunes ». Dans cette optique, des « pôles d'excellence » seront développés en partenariat avec des institutions économiques, en phase avec le développement de la « science » et « des technologies modernes ». Le président de la République avait donné des orientations stratégiques quant à la manière de faire émerger une politique de développement de l'économie de la connaissance, insistant sur le fait qu'il importe d'investir dans « l'innovation », dans les « nouvelles technologies » de l'information et de la communication, et de promouvoir « l'emploi »… Mais alors que le secteur de l'économie de

la connaissance et des nouvelles technologies s'est fortement développé dans plusieurs pays, y compris dans des pays d'Afrique, l'Algérie est restée en retrait durant de nombreuses années. Le pays accuse un grand retard en la matière. Pour être une économie de la connaissance, véritablement compétitive, le pays doit renforcer son aptitude à produire des connaissances par la recherche, à les diffuser par l'éducation et à les appliquer grâce à l'innovation (nouvelles technologies). Le pays doit mettre en place des Fonds structurels qui stimuleront l'investissement dans la recherche, l'acquisition d'une culture d'innovation, et la transition vers une économie de la connaissance.

Le déploiement des réseaux à haut débit dans les régions mal desservies est une condition préalable au développement d'une économie de la connaissance. Il aura cependant fallu attendre plusieurs années avant que le pays ne s'intéresse aux fonds spécialisés qui apportent une assistance technique et financière dans le domaine des Start-Up. L'Algerian Start-Up Fund, un nouveau mécanisme de financement des start-up, n'a vu le jour qu'il y a peu.

Ce mécanisme repose sur l'investissement dans le capital et non sur le financement classique basé sur le crédit. Cela devrait donner un coup d'accélérateur qualitatif au développement des start-up. La multiplication de nouvelles entreprises (start-up) sur Internet contribuera certainement à moderniser l'économie nationale pour la faire entrer dans l'ère numérique. L'âge du numérique aura certainement de profondes répercussions, qui toucheront tous les maillons de la chaîne économique. Cela fait partie des rêves encore à réaliser. Cela fait, peut-être, oublier les ratés du système des nouvelles technologies dans le pays, car, par le passé, des objectifs ont été définis. Ils peuvent n'être aujourd'hui que des rêves et des projets chimériques. La généralisation du e-paiement, par exemple, fait partie des projets qui n'avancent pas à un rythme satisfaisant. Pourtant, ses effets sont variables , permettant de lutter contre le marché noir, d'établir la traçabilité des transactions… Le e-paiement permet également de capter près de 60% de la masse monétaire selon une estimation du cabinet de conseil américain Booz & Allen Hamilton. La traçabilité des transactions permettrait, elle, de comprendre précisément les phénomènes de captation des flux monétaires et les dépenses des acteurs économiques et de leurs marchés respectifs. Les opérateurs mettent ainsi à disposition des données stratégiques devant permettre une fiscalité plus juste et plus avantageuse, et de supporter des réformes économiques basées sur des faits tangibles et quantifiables. Cela rend l'économie du pays moins opaque, donc plus attractive pour les IDE, plus apte à progresser, à créer de l'emploi et de la valeur ajutée.

Youcef S.

RÉORGANISATION ET CRÉATION DE ZONES INDUSTRIELLES

L'urgence d'une vision concertée

Le Président de la République a, lors de la réunion du Conseil des ministres, tenue fin octobre dernier instruit le gouvernement d'observer les directives suivantes pour la préparation de la relance de l'activité des zones industrielles à travers un projet de loi à présenter ultérieurement au Conseil des ministres. Il a ainsi ordonné au ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales d'instituer dans l'immédiat une fiche technique sur la situation de toutes les zones industrielles dans les wilayas en termes d'activité et de propriété foncière.

Le chef de l'Etat a affirmé que l'intérêt ne résidait pas dans la multitude des zones industrielles créées, mais dans leur utilité économique en termes de création d'emplois et de relance de l'économie nationale pour drainer les véritables investissements productifs, et non pas par des décisions administratives.

Il a également demandé au gouvernement de créer, dans chaque commune, des zones d'activités destinées aux jeunes et aux petits métiers en vue d'absorber le chômage. Abdelmadjid Tebboune a, en coutre, affirmé que seule une réflexion profonde autour d'un nouveau régime était susceptible de relancer l'économie nationale, où l'Etat accompagne les porteurs d'idées et d'initiatives loin des précédentes expériences basées de la rente et le gain rapide. Il a enfin exigé d'ouvrir la création des zones industrielles au secteur privé.

A ce jour, l'Etat intervient dans une large mesure dans la gestion du foncier et des zones industrielles. Il déploie de grands efforts pour remédier aux problèmes qui y sont liés. Exemple : les liaisons routières des zones industrielles au réseau routier principal sont généralement financées par les budgets publics. Le foncier a toujours constitué un obstacle difficile à franchir pour investir.

Les zones industrielles occupent toujours une bonne place dans le débat public.

Des observateurs mettent souvent en exergue la situation dans laquelle évolue la gestion des zones industrielles (ZI) et des zones d'activité (ZA) implantées au niveau des communes et wilayas du pays. Ils déplorent le fait que le système de gestion des ZI soit sclérosé, un système datant de la gestion socialiste et de l'industrie industrialisante, un mode de gestion qui a été mis en place sans mesures d'accompagnement.

Certains estiment par ailleurs que le patrimoine industriel algérien des ZI, mieux loti que celui des pays voisins, se retrouve en désuétude causée par le désintérêt de tout le monde.

Et que le foncier industriel est devenu une rente.

Y. S.

Pêche : augmentation de la production à 142.000 tonnes d'ici à 2024

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, a affirmé récemment que le secteur aspirait à augmenter la production de la pêche à 142.000 tonnes d'ici à 2024. Le ministre a précisé que la concrétisation de cet objectif se fera à travers plusieurs étapes, à commencer par la poursuite du renforcement et de la réhabilitation de la flotte de la pêche, notamment la construction de grands navires de pêche en haute mer et dans les eaux territoriales des autres pays comme la Mauritanie, la Libye et la Guinée-Bissau dans le cadre de conventions. Concernant la pêche en haute mer, le ministre a fait savoir que «l'Algérie a réussi grâce aux orientations éclairées du président de la République à augmenter son quota de thon rouge vivant au niveau international à 1.655 tonnes en 2023, soit +368 tonnes (un taux de croissance de 22,23%)». Concernant l'aquaculture, le secteur vise, selon Salaouatchi, l'augmentation de la production à 24.000 tonnes à l'horizon 2024. Afin d'atteindre cet objectif, le secteur œuvre à l'aménagement des zones d'activités réservées à l'aquaculture et à l'octroi des assiettes foncières aux investisseurs, la création d'unités de production d'alevins à travers l'octroi d'assiettes foncières, la généralisation des fermes à production intensive, la mise en place de pôles pour l'aquaculture, outre l'accompagnement financier des investissements.

R. N.

EN VUE DE RENFORCER LE RÔLE ÉCONOMIQUE DU SECTEUR PRIVÉ NATIONAL

Le CARE formule des propositions

Dans une note consacrée à la place de l'entreprise privée nationale dans la politique d'investissement, le Centre d'action et de réflexion pour l'entreprise ((CARE) observe que, depuis les réformes économiques entamées à la fin des années 1990, la doctrine économique nationale n'a pas cessé de reconnaître l'importance du rôle économique du secteur privé national...

Le renforcement de l'implication du secteur privé dans la politique de l'investissement national a toujours été au cœur des réformes économiques engagées par les pouvoirs publics visant l'édification d'une économie nationale créatrice de richesse totalement libérée des hydrocarbures. Dans une note consacrée à la place de l'entreprise privée nationale dans la politique d'investissement, le Centre d'action et de réflexion pour l'entreprise ((CARE) observe que, depuis les réformes économiques entamées à la fin des années 1990, la doctrine économique nationale n'a pas cessé de reconnaître l'importance du rôle économique du secteur privé national.

Il a fait remarquer qu'il existe, néanmoins, quelques lacunes à combler. Il s'agit, notamment, de celle liée aux défis du changement climatique et du recul en perspective de la place des énergies fossiles, ce qui pose dès à présent la question de soutenabilité de la croissance future de l'économie nationale. «La capacité des autorités à porter une croissance adossée à la dépense publique ne manquera pas d'être peu à peu érodée par l'épuisement progressif, inscrit dans le temps, de la rente des hydrocarbures», a noté le think tank. L'autre limite à surmonter est celle de la cohérence juridique du régime applicable aux entreprises publiques et privées de droit algérien. «Celles-ci sont censées être régies, dans leur gestion et leur fonctionnement, par les mêmes règles, à savoir celles édictées par le Code de commerce.

Aussi, il paraît important de tirer, dans la réalité quotidienne, toutes les conséquences de ce mode d'organisation de l'entreprise, si l'on veut effectivement stimuler et renforcer l'apport du secteur privé au développement futur de l'économie nationale», a expliqué la même source. Pour le CARE, la réduction du poids de l'informel est sans doute un autre passage obligé pour un rôle plus actif de l'entreprise privée algérienne. «Force est de relever à ce titre que, en dépit du fait qu'elle est inscrite parmi les objectifs des gouvernements successifs depuis plus d'une vingtaine d'années, la lutte contre l'informel peine à ce jour à trouver un début d'efficacité», a souligné le cercle de réflexion.

Et d'ajouter : «Sur le fond, l'écueil majeur sur lequel celle-ci ne cesse de buter réside notamment dans les insuffisances d'un système fiscal inopérant et qui reste peu adapté à la saisie complète de la réalité des activités et des transactions sur le territoire national». Enfin, le think tank suggère d'initier une politique publique de promotion d'entreprises championnes nationales dans l'ensemble des secteurs d'activité économique. «Ces grandes entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, sont les vecteurs indispensables qui manquent aujourd'hui dans notre tissu économique pour entraîner la croissance, pour stimuler la recherche et pour promouvoir et diffuser rapidement les innovations et pour gagner en productivité», explique encore le rapport, non sans faire observer que de très nombreux pays développés ou émergents (Brésil, Corée du Sud, Chine, USA, France, Allemagne, Russie, Afrique du Sud, etc.) ont mis en place depuis longtemps des politiques dites d'appui à des «Champions Nationaux», comme une base avancée pour la mise en œuvre de leur politique commerciale extérieure et de leur relation aux marchés mondiaux. «Notre pays dispose aujourd'hui de politiques ciblées en direction des PME, de même qu'en direction des TPE (auto-entrepreneurs) qui constituent l'écrasante majorité de la population d'entreprises. Force est de constater qu'il manque singulièrement une politique aussi cohérente et structurée associant les grandes entreprises leaders de leur secteur d'activité, notamment celles du secteur privé», a souligné le document. Enfin, le Centre a énuméré quelques obstacles auxquels sont confrontés les opérateurs du secteur privé, notamment le problème de l'accès au financement et les effets néfastes de la bureaucratie. «C'est pourquoi la lutte contre les méfaits de la bureaucratie et, plus globalement, l'assainissement du climat des affaires est le premier pas sur la voie de la réhabilitation de la place du secteur privé au sein de l'économie nationale», a conclu le CARE.

Y. B.

LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE NATIONALE D'AGRICULTURE SE MONTRE OPTIMISTE

Augmenter la production de blé à 30 qx/hectare, un objectif réalisable

Le président de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), Mohamed Yazid Hambli, a affirmé lundi 30 janvier, que l'objectif d'augmenter la production de blé à 30 quintaux/hectare, fixé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, était "réalisable". Dans une déclaration à l'APS, M. Hambli s'est félicité "de l'intérêt accordé par le Président de la République au secteur de l'Agriculture, ce qui l'a encouragé à relever le défi de réaliser l'autosuffisance en matière de produits stratégiques, notamment les céréales, le produit le plus consommé en Algérie", soulignant que les fluctuations enregistrées sur le marché mondial des céréales ont accru l'importance de ce défi. Le Président Tebboune a fixé cet objectif à partir de données fiables, notamment après que certaines wilayas de l'Est aient dépassé cette moyenne durant la dernière saison moisson-battage et aussi après les chutes de pluie. Et d'ajouter que la réalisation de cet objectif "exige des efforts sur le terrain à travers le respect du processus technique de la production des céréales et la fourniture du matériel désormais disponible grâce à la décision portant autorisation d'importation du matériel agricole rénové". Pour les engrais et les semences, M. Hambli a insisté sur la qualité pour "avoir un rendement de 30 qx/hectare, voire plus", saluant la décision d'ouverture de points de distribution et de commercialisation des engrais et des produits phytosanitaires d'Asmidal au niveau des coopératives des céréales et des légumineuses, ce qui permettra de rapprocher les points de vente des agriculteurs et de gagner du temps, outre la réduction du coût de la production. S'agissant du recours des agriculteurs aux engrais phosphatés importés, le président de la CNA a fait remarquer qu'ils demeuraient "extrêmement chers", ajoutant qu'en dépit des bons résultats réalisés ces dernières années, il faut améliorer la qualité des engrais phosphatés dont ceux azotés subventionnés par l'Etat à 50%. Par ailleurs, le même responsable a fait savoir que la chambre avait soumis une série de propositions au ministère de l'Agriculture et du Développement rural visant à améliorer la formation dans le secteur agricole, soulignant "l'importance de revenir à la formation de base". Parmi les propositions soumises par la Chambre pour l'augmentation de la production agricole, figure le développement du secteur bancaire pour faciliter l'accès des agriculteurs aux crédits, notamment l'accès des petits agriculteurs aux crédits plafonnés ou au crédit mutuel. Le président de la chambre s'est félicité de l'accélération de l'opération de raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique après l'annonce par le ministre de l'Energie et des Mines, du parachèvement de l'opération de raccordement de 50.000 exploitations agricoles à l'électricité en 2023, ce qui permettra, a-t-il dit, de réduire le coût de production et d'encourager les agriculteurs. Il a souligné que parmi les changements positifs que connaît le secteur de l'agriculture, qui recense 1,2 million d'agriculteurs inscrits au registre de la Chambre nationale d'agriculture, ceux liés à la numérisation sur laquelle le président de la République a insisté. L'opération de dotation des agriculteurs de cartes professionnelles numériques a été lancée, a-t-il rappelé, ajoutant que "ces cartes leur permettront d'avoir des statistiques précises pour élaborer des programmes sur des bases scientifiques". "Toutes les interventions et les transactions dans le secteur agricole seront numériques à l'horizon 2024", a-t-il affirmé.

R. E.

UN SÉMINAIRE ÉCONOMIQUE SUR LE MARCHÉ ALGÉRIEN ORGANISÉ À BRUXELLES

Un séminaire économique sur le marché algérien s'est tenu jeudi dernier à Bruxelles, avec la participation de plus de 120 chefs d'entreprise, dans l'objectif de renforcer le partenariat et les liens d'affaires entre les opérateurs des deux pays. Le séminaire a été organisé par l'ambassade d'Algérie à Bruxelles et les agences régionales belges de commerce extérieur, l'agence Wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers (AWEX), Flanders Trade (FIT), HUB Brussels, en collaboration avec la chambre de Commerce arabo-belgo-luxembourgeoise. A cette occasion, l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, Ali Mokrani s'est félicité de la tenue de cette rencontre, qui permettrait aux porteurs de projets des deux parties de se rencontrer et d'échanger des visites d'affaires, dans le contexte de la célébration, durant l'année écoulée, des 60 ans de relations diplomatiques, traditionnellement marquées par l'amitié et la coopération.

APS

Béjaïa: célébration du 67e anniversaire de la bataille d'Amacine

Ce qui n'était qu'un accrochage entre les moudjahidine et un détachement de l'armée coloniale, survenu en début de matinée d'un 20 janvier 1956, allait se transformer en une rare bataille où tous les moyens ont été utilisés par l'ennemi, qui avait sorti la grosse artillerie, ses avions et ses canons, face à quelques dizaines de combattants...

Des centaines d'habitants de la région de Semaoun, à 30 km au sud de Béjaïa se sont rassemblés, récemment, au Carré des martyrs de la localité pour célébrer le 67e anniversaire de la bataille d'Amacine et rendre hommage aux martyrs tombés alors au Champ d'honneur, parmi lesquels figurait le héros de cette épique confrontation contre l'ennemi, le chahid Arezki l'Aurès, de son vrai nom Arezki Bairi. Ce qui n'était qu'un accrochage entre les moudjahidine et un détachement de l'armée coloniale, survenu en début de matinée d'un 20 janvier 1956, allait se transformer en une rare bataille où tous les moyens ont été utilisés par l'ennemi, qui avait sorti la grosse artillerie, ses avions et ses canons, face à quelques dizaines de combattants qui, non seulement lui avaient tenu tête, mais lui avaient infligé des pertes mémorables, selon les témoignages de Moudjahidine, recueillis sur place.

Pas moins d'une soixantaine de soldats coloniaux y ont péri, selon les mêmes témoignages, expliquant que dans l'ardeur du feu et la panique qui s'en était suivie, l'aviation française, qui tirait indistinctement au sol, a blessé et tué plusieurs de ses soldats. A la nuit tombée, les moudjahidine avaient marqué une belle victoire, mais une victoire chèrement acquise. Dans leurs rangs, il y a eu relativement beaucoup de combattants de l'ALN qui sont tombés les armes à la main. Parmi ces chouhada, Ghimouche Bachir de Jijel, Khidouci Lahlou de Beni-Maouche, Saadouni Lakhlef de Timezrit, Mansri Salah et Mezhoud Mohand, tous deux de Semaoun, et celui qui était aux commandes, Arezki l'Aurès dont la dépouille n'a jamais été retrouvée, tous de Béjaïa, selon le récit de l'historiographe Ali Battache, rapporté dans son livre sur "Ahmed Feddal (commandant Si H'mimi Oufadhel), un chef de la Wilaya III". Arezki l'Aurès est un pionnier. Il était militant nationaliste, d'abord en France, puis en Algérie à son retour, avant de rejoindre "le front", dès le déclenchement de la guerre de libération. Il s'est distingué au point de se faire remarquer par Mustapha Ben Boulaïd, qui en a fait un compagnon privilégié dans les Aurès, ce qui lui a valu le surnom d'Arezki l'Aurès. Ben Boulaïd, qui l'avait en affection, le surnommait "Leqbaïli", selon le même récit.

Dans la région de Batna, il a mené plusieurs opérations, avant de recevoir l'ordre de rejoindre la zone 1, région 3 de la Wilaya III historique, où il a collaboré avec le commandant Si H'mimi et le colonel Amirouche. Il y a mené une multitude d'actions audacieuses, qui ont fait de lui un incontournable, d'autant que l'armée française a peiné à l'identifier, rapporte Ali Battache. "A notre mariage, il était déjà un militant très actif. Lorsqu'il avait rejoint le maquis, il avait pris soin de détruire tous ses documents personnels. Il m'a laissé trois enfants dont deux filles en bas âge et un garçon en gestation", rapporte son épouse Na Ghania, qui ne l'a plus jamais revu depuis, et qui n'avait pas été mise au courant de ses prouesses, à l'époque. Il était très discret et veillait à ce que rien ne filtre sur sa personne, encore moins sur ses actes et actions, échappant, ainsi, autant à son identification qu'à sa localisation.

A quelques jours du déclenchement de la bataille d'Amacine, il n'était pas loin de la zone de feu. Il était stationné avec son groupe de moudjahidine dans la zone proche d'Imelahane, a proximité de la localité de Feraoun. Et au premier coup de feu, tiré par les moudjahidine à hauteur du pont d'Amacine, il s'est y était précipité infligeant de sensibles pertes à la troupe ennemie, dont la déconfiture a suscité l'envoi de renforts et de l'aviation sur les lieux et par ricochet l'amplification des hostilités. Arezki l'Aures est né au village de Tala n'Tinzart, dans la région de Beni-Maouche, qui a donné 1.500 martyrs à la Révolution et enfanté le commandant Si H'mimi.

APS

Nouveau port de pêche près de Skikda : un levier de développement pour la région

Les autorités de la wilaya de Skikda qui se caractérise par un important stock de poissons blancs misent sur le nouveau port de pêche d'Oued Z'hor pour booster l'économie locale, marquée par une production «acceptable» réalisée seulement six mois après sa mise en service. Les chalutiers et sardiniers du nouveau port de pêche d'Oued Z'hor, actuellement en phase d'expérimentation, ont pêché 126 tonnes de poisson de différentes espèces.

Un chiffre jugé «acceptable» par le directeur de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya, Naïme Belakri, qui a indiqué que cette phase d'expérimentation coïncide avec l'hiver, une saison qui enregistre une baisse des activités de pêche. Le responsable a expliqué que ce volume de pêche est appelé à augmenter avec le renforcement de la flotte au niveau du port d'Oued Z'hor, daïra d'Ouled Attya (extrême ouest de la wilaya), ajoutant que les sorties des bateaux de pêche du port ont contribué à dynamiser l'économie locale, comme en témoignent les camions en provenance des wilayas de l'intérieur pour s'approvisionner en poisson. En plus d'organiser la profession, a ajouté le directeur de la pêche et de l'aquaculture, le nouveau port de pêche renforcera les capacités locales en matière d'exploitation des ressources halieutiques et favorisera le développement du tourisme et de l'investissement, deux secteurs clés qui permettront de diminuer considérablement le chômage dans la région. Belakri a rappelé que, durant les dernières années, 110 jeunes de la commune d'Oued Z'hor ont bénéficié d'une formation à l'Institut technologique de la pêche et de l'aquaculture de Collo dans la spécialité «Marin qualifié».

D'autres formations sont prévues pour les jeunes de la commune, en particulier dans les spécialités «Réparation de filets» et «Entretien de moteurs d'embarcations».

Le port de pêche d'Oued Z'hor, réalisé par un groupe d'entreprises algéro-croates, permettra la création à terme de 500 emplois directs et 2.000 emplois indirects, selon la direction de la pêche, qui a pris l'initiative d'ouvrir un bureau dans le port d'Oued Z'horpour superviser ses activités et apporter aide et assistance aux marins pêcheurs. Le nouveau port de pêche, réalisé en 2017, est entré en phase d'exploitation juin passé, à la suite de l'intervention du wali de Skikda qui a levé toutes les entraves après plusieurs années d'attente. Sa réalisation a mobilisé une enveloppe financière de 4 milliards DA, sa capacité d'accueil est de 150 bateaux, dont 5 chalutiers, 24 sardiniers…

R.R.

Chréa (Blida) : ouverture de nouvelles voies d'accès

Les services de la commune montagneuse de Chréa, dans les hauteurs de la ville de Blida, ont procédé à l'ouverture de nouvelles voies d'accès vers cette région touristique, qui enregistre un afflux important de familles pour profiter de la neige qui recouvre la région, a-t-on appris, auprès du président de cette Assemble populaire communale (APC). « Vu l'importante affluence de visiteurs, nous avons décidé, de concert avec les services de sécurité, l'ouverture de nouvelles voies d'accès, pour faciliter les déplacements des visiteurs et réduire la pression sur la RN-37, reliant Chréa à Blida », a indiqué à l'APS Samir Smailia. Il a, également, été décidé « le changement de l'itinéraire de certaines pistes, à l'instar de la route reliant la place principale de la commune à la patinoire, qui sont devenues à sens unique », a-t-il ajouté, appelant les habitants de la partie est de la wilaya ou d'Alger à emprunter le chemin de wilaya (CW) N49 reliant Chréa, Tabainate et Sidi Sarhane. Les services des travaux publics poursuivent, pour leur part, les efforts de déneigement et de salage des routes pour éviter les dérapages, d'autant plus que les routes menant vers Chréa sont réputées pour leurs virages dangereux, selon M. Smailia.

La Gendarmerie nationale a, également, élaboré, durant le week-end, un plan spécial pour assurer la fluidité du trafic, tout en informant les citoyens sur l'état des routes et en les guidant. Quatre points de contrôle ont été installés sur la RN-37, outre un point sur le CW 49 et trois autres sur les hauteurs de Chréa. Selon la même source, un accident de la circulation a été enregistré, dans la matinée, par les services de la Gendarmerie nationale, au niveau de la RN-37, suite au dérapage d'un véhicule ayant causé des blessures à quatre personnes transférées vers le CHU Frantz-Fanon de Blida.

Pour sa part, la Direction locale de la Protection civile a placé toutes ses unités en état d'alerte maximale, en vue de la prise en charge des citoyens en cas d'éventuels accidents, selon le chef du service de documentation et de prévention, Mohamed Nech. Un appel a été lancé aux usagers de la route pour éviter de se garer sur les bords de route menant vers Chréa, aux fins d'éviter de bloquer la circulation, et à ne pas s'introduire dans la forêt, au vu du brouillard rendant la visibilité nulle.

R. R.

LE PLAN DE WASHINGTON POU

"L'objectif de l'Occident est d'affaiblir, de diviser et finalement de détruire notre nation. Ils déclarent ouvertement que, puisqu'ils ont réussi à briser l'Union soviétique en 1991, il est maintenant temps de diviser la Russie en de nombreuses régions distinctes qui seront à couteaux tirés. »

Mike Whitney
journaliste, analyste géopolitique américain

«Cheney voulait voir le démantèlement non seulement de l'Union soviétique et de l'empire russe, mais aussi de la Russie elle-même, afin qu'elle ne puisse plus jamais être une menace pour le reste du monde"… L'Occident doit achever le projet qui a débuté en 1991... Mais tant que l'empire de Moscou ne sera pas renversé, la région – et le monde – ne seront pas en sécurité… » (« Decolonize Russia« , The Atlantic)

L'animosité de Washington à l'égard de la Russie a une longue histoire qui remonte à 1918, lorsque Woodrow Wilson a déployé plus de 7 000 soldats en Sibérie dans le cadre d'un effort allié visant à réduire les gains de la révolution bolchevique. Les activités du corps expéditionnaire américain, qui est resté dans le pays pendant 18 mois, ont depuis longtemps disparu des livres d'histoire aux États-Unis, mais les Russes considèrent toujours cet incident comme un nouvel exemple de l'intervention incessante des États-Unis dans les affaires de leurs voisins. Le fait est que les élites de Washington se sont toujours mêlées des affaires de la Russie malgré les fortes objections de Moscou. En fait, un grand nombre d'élites occidentales pensent non seulement que la Russie devrait être divisée en unités géographiques plus petites, mais aussi que le peuple russe devrait se réjouir d'une telle issue.

Les dirigeants occidentaux de l'anglosphère sont tellement consumés par leur orgueil démesuré et leur sentiment aveugle d'être dans leur bon droit qu'ils croient sincèrement que les Russes ordinaires aimeraient voir leur pays divisé en petits États qui resteraient ouverts à l'exploitation vorace des géants pétroliers occidentaux, des sociétés minières et, bien sûr, du Pentagone.

Voici comment le cerveau géopolitique de Washington, Zbigniew Brzezinski, résume la situation dans un article de Foreign Affairs :

« Compte tenu de la taille et de la diversité (de la Russie), un système politique décentralisé et une économie de marché libre seraient les plus à même de libérer le potentiel créatif du peuple russe et des vastes ressources naturelles de la Russie. Une Russie faiblement confédérée – composée d'une Russie européenne, d'une République sibérienne et d'une République extrême-orientale – aurait également plus de facilité à entretenir des relations économiques plus étroites avec ses voisins. Chacune des entités confédérées serait en mesure d'exploiter son potentiel créatif local, étouffé pendant des siècles par la lourde main bureaucratique de Moscou. En retour, une Russie décentralisée serait moins sensible à la mobilisation impériale. » (Zbigniew Brzezinski, « A Geostrategy for Eurasia« , Foreign Affairs, 1997)

La « Russie faiblement confédérée » [loosely confederated Russia], que Brzezinski imagine, serait une nation édentée et dépendante, incapable de défendre ses propres frontières ou sa souveraineté. Elle ne serait pas en mesure d'empêcher des pays plus puissants d'envahir, d'occuper et d'établir des bases militaires sur son sol. Elle ne serait pas non plus en mesure d'unifier son peuple disparate sous une seule bannière ou de poursuivre une vision positive « unifiée » de l'avenir du pays. Une Russie confédérale – fragmentée en une myriade de petites parties – permettrait aux États-Unis de maintenir leur rôle dominant dans la région sans menace de contestation ou d'ingérence. Et cela semble être le véritable objectif de Brzezinski, comme il le souligne dans ce passage de son magnum opus The Grand Chessboard (Le grand échiquier). Voici ce qu'il dit :

« Pour l'Amérique, le principal prix géopolitique est l'Eurasie… et la primauté mondiale de l'Amérique dépend directement de la durée et de l'efficacité de sa prépondérance sur le continent eurasien. » (« THE GRAND CHESSBOARD – American Primacy And It's Geostrategic Imperatives », Zbigniew Brzezinski, page 30, Basic Books, 1997)

Brzezinski résume succinctement les ambitions impériales américaines. Washington prévoit d'établir sa primauté dans la région la plus prospère et la plus peuplée du monde, l'Eurasie. Et pour ce faire, la Russie doit être décimée et divisée, ses dirigeants doivent être renversés et remplacés, et ses vastes ressources doivent être transférées dans la poigne de fer des transnationales mondiales qui les utiliseront pour perpétuer le flux de richesse d'est en ouest. En d'autres termes, Moscou doit accepter son humble rôle dans le nouvel ordre, celui de compagnie gazière et minière de facto de l'Amérique. Washington n'a jamais vraiment dévié de son objectif d'anéantir l'État russe, en fait, la stratégie de sécurité nationale (SSN) récemment publiée ainsi qu'un rapport du Congrès intitulé « Renewed Great Power Competition : Implications for Defense-Issues for Congress », confirment une grande partie de ce que nous avons dit ici, à savoir que les États-Unis prévoient d'écraser toute opposition émergente à leur expansion en Asie centrale afin de devenir l'acteur dominant dans cette région. Voici un extrait du rapport du Congrès :

L'objectif des États-Unis d'empêcher l'émergence d'hégémonies régionales en Eurasie, bien qu'il existe depuis longtemps, n'est pas gravé dans la pierre – c'est un choix politique qui reflète deux jugements : Il s'agit d'un choix politique reflétant deux jugements : (1) étant donné la quantité de personnes, de ressources et d'activité économique en Eurasie, un hégémon régional en Eurasie représenterait une concentration de pouvoir suffisamment importante pour pouvoir menacer les intérêts vitaux des États-Unis ; et (2) que l'Eurasie est une région où les États-Unis ont une grande influence. et (2) que l'Eurasie ne s'autorégule pas de manière fiable en termes de prévention de l'émergence d'hégémons régionaux, ce qui signifie que l'on ne peut pas compter sur les pays d'Eurasie pour être en mesure d'empêcher, par leurs propres actions, l'émergence d'hégémons régionaux, et qu'ils peuvent avoir besoin de l'aide d'un ou plusieurs pays en dehors de l'Eurasie pour être en mesure de le faire de manière fiable ». (« Renewed Great Power Competition : Implications for Defense-Issues for Congress« , Congrès américain) Dans quelle mesure cette nouvelle itération de la politique étrangère officielle des États-Unis est-elle différente de la doctrine Wolfowitz qui a été présentée avant la guerre en Irak ?

LA VOICI :

« Notre premier objectif est d'empêcher la réémergence d'un nouveau rival, soit sur le territoire de l'ancienne Union soviétique, soit ailleurs, qui représente une menace de l'ordre de celle que représentait autrefois l'Union soviétique. Il s'agit d'une considération dominante qui sous-tend la nouvelle stratégie de défense régionale et qui exige que nous nous efforcions d'empêcher toute puissance hostile de dominer une région dont les ressources seraient, sous un contrôle consolidé, suffisantes pour générer une puissance mondiale. »

Comme vous pouvez le constater, il n'y a pas eu de changement significatif dans la politique depuis que Wolfowitz a articulé sa doctrine il y a près de deux décennies. L'establishment de la politique étrangère américaine affirme toujours résolument le droit de Washington à dominer l'Asie centrale et à considérer tout concurrent dans la région comme une menace pour la sécurité nationale. Ce point est encore souligné par le fait que la Russie et la Chine ont été identifiées dans la dernière stratégie de sécurité nationale comme des « concurrents stratégiques », un euphémisme de l'État profond pour désigner des ennemis mortels. Consultez cet extrait d'un article intitulé « La partition de la Russie après la troisième guerre mondiale » [Partitioning Russia After World War III?] :

L'objectif final des Etats-Unis et de l'OTAN est de diviser et de pacifier le plus grand pays du monde, la Fédération de Russie, et même d'établir une couverture de désordre perpétuel (somalisation) sur son vaste territoire ou, au minimum, sur une partie de la Russie et de l'espace post-soviétique…

Le but ultime des Etats-Unis est d'empêcher l'émergence en Europe et en Eurasie de toute alternative à l'intégration euro-atlantique. C'est pourquoi la destruction de la Russie est l'un de leurs objectifs stratégiques…..

REDESSINER L'EURASIE : LES CARTES DE WASHINGTON POUR UNE RUSSIE DIVISÉE

Avec la division de la Fédération de Russie, (l')article prétend que toute rivalité bipolaire entre Moscou et Washington prendrait fin après la troisième guerre mondiale. Dans une contradiction totale, il affirme que ce n'est que lorsque la Russie sera détruite qu'il y aura un véritable monde multipolaire, mais il implique également que les États-Unis seront la puissance mondiale la plus dominante, même si Washington et l'Union européenne seront affaiblis par la grande guerre prévue avec les Russes. » (« Partitioning Russia after World War 3« , Global Research)

Les relations de Washington avec la Russie ont toujours été conflictuelles, mais cela a plus à voir avec les ambitions géostratégiques de Washington qu'avec un quelconque comportement perturbateur de la part de Moscou. Le seul crime de la Russie est d'occuper des biens immobiliers dans une partie du monde que les États-Unis veulent contrôler par tous les moyens. Lorsque Hillary Clinton a annoncé pour la première fois les projets américains de « [la stratégie du] pivot vers l'Asie », la plupart des gens ont pensé qu'il s'agissait d'un plan raisonnable pour transférer des ressources du Moyen-Orient vers l'Asie afin d'accroître la participation américaine au marché qui connaît la croissance la plus rapide
Ils ne se rendaient pas
l'époque que les décideur
avaient l'intention d'entra
sie dans une guerre terres
te en Ukraine afin d' »a
Russie pour que Washing
étendre ses bases militair
la masse continentale
sans rencontrer d'opposit
ne n'avait prévu non pl
Washington irait pour pro
ler et diaboliser la Russie
exprès de destituer ses
politiques et de diviser le
multiples statlettes [mu
lets]. Voici Hillary qui prés
sier en 2011 :
« Exploiter la croissance
misme de l'Asie est au cœ
rêts économiques et s
américains… Les marchés
Asie offrent aux États-Uni
bilités sans précédent
d'investissement, de co
d'accès aux technologies
Les entreprises américa
besoin) de puiser dans la
de consommateurs en pl
sion de l'Asie….
La région génère déjà plus
tié de la production mond
de la moitié du commerce
nous sommes à la recherc
tunités pour faire encore
faires en Asie… et de possi
vestissement dans les ma
miques de l'Asie »(« Amer
Century« , Secrétaire d'
Clinton », Foreign Policy
2011) Une lecture attent
cours de Clinton et un ex
doctrine Wolfowitz aidero
lecteur le plus borné
conclusions évidentes su
actuel en Ukraine, qui
rien à voir avec la soi-dis
sion russe », mais tout à
plan de Washington visan
sa puissance en Asie, à c
énormes réserves de pétro
de la Russie, à encercler la
des bases militaires et
domination américaine à
du marché le plus pros
siècle. Voici encore Poutin
« Pour se libérer du dernie
défis, ils doivent à tout pri
ler la Russie ainsi que d'
qui choisissent une voie
pement souveraine, po
piller davantage les ric
autres nations et les ut
boucher leurs propres tr
ne se produit pas, je n
exclure qu'ils essaient de
un effondrement de l'er
système, et de tout me
compte de cet effondrem
qu'à Dieu ne plaise, qu'i
d'utiliser la vieille formule
sance économique par la g
Les experts américains e
étrangère font sans vergo
motion de théories qui m
déclencher une confronta
re directe avec la Russie
aboutir à un échange nuc
un récent « webinaire
membres du Congrès » or
juin sous le titre « Décolon
sie ». Le webinaire, ani
agents de la CIA et des n
de droite d'Ukraine et du
effectivement fait valoir q
était un empire colonial
être démantelé avec le
Washington. » (WSWS

UR DÉMANTELER LA RUSSIE

au monde.
compte à
s politiques
îner la Rus-
tre sanglan-
ffaiblir » la
gton puisse
es à travers
eurasienne
ion. Person-
us jusqu'où
voquer, iso-
dans le but
dirigeants
pays en de
ltiple stat-
sente le dos-

et le dyna-
ur des intér-
tratégiques
ouverts en
s des possi-
en matière
mmerce et
de pointe…
aines (ont
vaste base
eine expan-

s de la moi-
liale et près
e mondial….
he d'oppor-
e plus d'af-
ibilités d'in-
rchés dyna-
rica's Pacific
État Hillary
Magazine,
tive du dis-
xamen de la
ont même le
à tirer des
r le conflit
n'a presque
ant « agres-
voir avec le
t à projeter
ontrôler les
ole et de gaz
Chine avec
à établir la
l'épicentre
père de ce
e :
er réseau de
ix démante-
autres États
de dévelop-
ur pouvoir
hesses des
tiliser pour
ous. Si cela
e peux pas
déclencher
nsemble du
ttre sur le
nent, ou, ce
ls décident
e de la crois-
guerre. »
en politique
ogne la pro-
menacent de
tion militai-
qui pourrait
léaire. Dans
e pour les
ganisé le 23
niser la Rus-
mé par des
ationalistes
Caucase, a
ue la Russie
qui devait
soutien de
) L'auteur

Le plan américain pour démanteler la Russie

explore les raisons pour lesquelles certains experts veulent qualifier la Russie d' »impérialiste » ? Un article du WSWS explique pourquoi :

(…) « l'affirmation selon laquelle la Russie est « impérialiste » remplit une fonction politique essentielle : Elle fournit une couverture politique à l'agression impérialiste contre la Russie et aux objectifs de guerre des puissances impérialistes….. C'est cette stratégie que la pseudo-gauche pro-OTAN couvre par ses clameurs sur « l'impérialisme russe ». L'encouragement des tensions nationalistes, régionalistes et ethniques est un élément clé de la politique de guerre impérialiste depuis des décennies……

En combinant l'expansion de l'OTAN, les coups d'État à ses frontières et les interventions militaires dans les pays alliés de la Russie et de la Chine, les puissances impérialistes ont systématiquement et implacablement encerclé la Russie…

En effet, si l'on examine l'histoire des guerres menées par l'impérialisme américain au cours des trente dernières années, la guerre en cours pour le dépeçage de la Russie et de la Chine apparaît comme une brutale fatalité. Malgré leur réintégration dans le système capitaliste mondial, les puissances impérialistes se sont vu interdire par les régimes oligarchiques au pouvoir de piller directement les vastes ressources de ces pays. Se disputant ces ressources entre elles, et poussées par des crises internes insolubles, elles sont maintenant déterminées à changer cela.

… le projet de résolution décrit les objectifs fondamentaux de la guerre américaine contre la Russie comme suit : « la destitution du régime actuel de la Russie, son remplacement par une marionnette contrôlée par les Américains, et l'éclatement de la Russie elle-même – dans ce que l'on appelle la « décolonisation de la Russie » – en une douzaine ou plus d'îlots étatiques impuissants dont les ressources précieuses seront détenues et exploitées par le capital financier américain et européen ». Ce passage est central pour comprendre à la fois le conflit en cours et la politique de la pseudo-gauche pro-OTAN et leur insistance à considérer la Russie comme un « pays impérialiste. » (« Les principes historiques et politiques de l'opposition socialiste à la guerre impérialiste et au régime de Poutine« , Clara Weiss, World Socialist Web Site) Comme vous pouvez le constater, les membres de l'élite de l'establishment de la politique étrangère cherchent avec acharnement de nouvelles justifications plus convaincantes pour une confrontation avec la Russie dont le but ultime est de fragmenter le pays ouvrant la voie au rééquilibrage stratégique ou « pivot » de Washington. Il y a 20 ans, sous l'administration Bush, les hommes politiques étaient loin d'être aussi circonspects dans leurs opinions sur la Russie. L'ancien vice-président Dick Cheney, par exemple, ne tentait pas de dissimuler son mépris total pour la Russie et était étonnamment franc quant à la politique qu'il soutenait. Consultez cet extrait d'un article de Ben Norton :

L'ancien vice-président américain Dick Cheney, l'un des principaux architectes de la guerre en Irak, ne voulait pas seulement démanteler l'Union soviétique ; il voulait également briser la Russie elle-même, pour l'empêcher de redevenir une puissance politique importante….. L'ancien secrétaire américain à la défense, Robert Gates, a écrit : « Lorsque l'Union soviétique s'est effondrée à la fin de 1991, Dick voulait voir le démantèlement non seulement de l'Union soviétique et de l'empire russe, mais aussi de la Russie elle-même, afin qu'elle ne puisse plus jamais constituer une menace »…

Le fait qu'une personnalité à la tête du gouvernement américain ait cherché, pas si secrètement, à dissoudre définitivement la Russie en tant que pays, et l'ait fait savoir sans détour à des collègues comme Robert Gates, explique en partie l'attitude agressive adoptée par Washington à l'égard de la Fédération de Russie depuis le renversement de l'URSS.

La réalité est que l'empire américain ne permettra tout simplement jamais à la Russie de remettre en question sa domination unilatérale de l'Eurasie, malgré le fait que le gouvernement de Moscou ait restauré le capitalisme. C'est pourquoi il n'est pas surprenant que Washington ait totalement ignoré les préoccupations de la Russie en matière de sécurité, rompant sa promesse de ne pas étendre l'OTAN « d'un pouce vers l'est » après la réunification allemande, entourant Moscou d'adversaires militarisés qui s'acharnent à la déstabiliser.

Les services de sécurité russes ont publié des preuves que les États-Unis ont soutenu les séparatistes tchétchènes dans leurs guerres contre le gouvernement central russe. L'universitaire britannique John Laughland a souligné dans un article paru en 2004 dans The Guardian, intitulé « Les amis américains des Tchétchènes », que plusieurs dirigeants sécessionnistes tchétchènes vivaient en Occident et recevaient même des subventions du gouvernement américain. Laughland a noté que le plus important groupe sécessionniste tchétchène basé aux États-Unis, le Comité américain pour la paix en Tchétchénie (ACPC), dont le nom est trompeur, compte parmi ses membres « une liste des néoconservateurs les plus en vue qui soutiennent avec tant d'enthousiasme la « guerre contre le terrorisme » » :

Parmi eux figurent Richard Perle, le célèbre conseiller du Pentagone, Elliott Abrams, célèbre pour son implication dans l'affaire Iran-Contra, Kenneth Adelman, l'ancien ambassadeur américain aux Nations unies qui a encouragé l'invasion de l'Irak en prédisant que ce serait « une promenade de santé », Midge Decter, biographe de Donald Rumsfeld et directrice de l'organisation de droite Heritage Foundation, Frank Gaffney, du militariste Centre for Security Policy ; Bruce Jackson, ancien officier du renseignement militaire américain et ancien vice-président de Lockheed Martin, aujourd'hui président du Comité américain sur l'OTAN ; Michael Ledeen, de l'American Enterprise Institute, ancien admirateur du fascisme italien et aujourd'hui l'un des principaux partisans d'un changement de régime en Iran ; et R. James Woolsey, ancien directeur de la CIA, qui est l'un des principaux supporters des plans de George Bush visant à remodeler le monde musulman dans un sens favorable aux États-Unis.

Le fait que les salafistes-djihadistes d'extrême droite représentaient un pourcentage significatif de l'insurrection tchétchène n'a pas dérangé ces néoconservateurs anti-musulmans – tout comme les vétérans islamophobes de la « guerre contre le terrorisme » n'ont eu aucun problème à soutenir les islamistes takfiris extrémistes coupeurs de têtes dans les guerres américaines ultérieures contre la Syrie et la Libye…..

…. Victoria Nuland, le troisième fonctionnaire le plus puissant du département d'État de l'administration Joe Biden, a été la principale conseillère adjointe en politique étrangère du vice-président Cheney de 2003 à 2005. (Elle a également contribué à parrainer le violent coup d'État en Ukraine en 2014 qui a renversé le gouvernement démocratiquement élu). Comme son mentor Cheney, Nuland est une néoconservatrice pure et dure. Le fait qu'il soit républicain et qu'elle travaille principalement dans des administrations démocrates n'est pas pertinent ; ce consensus belliciste en matière de politique étrangère est totalement bipartisan.

Nuland (ancien membre du conseil d'administration bipartisan de la NED) est également mariée à Robert Kagan, saint patron du néoconservatisme et cofondateur du Project for the New American Century – le foyer douillet des néocons à Washington, où il a travaillé aux côtés de Cheney, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz et d'autres hauts responsables de l'administration Bush. Kagan était un républicain de longue date, mais en 2016, il a rejoint les démocrates et a ouvertement fait campagne pour Hillary Clinton à la présidence. » (« L'ex-vice-président Dick Cheney a confirmé que l'objectif des États-Unis est de briser la Russie, pas seulement l'URSS« , Ben Norton, Multipolarista).

La politique étrangère américaine est désormais exclusivement entre les mains d'un petit groupe d'extrémistes néocons qui rejettent catégoriquement la diplomatie et qui croient sincèrement que les intérêts stratégiques de l'Amérique ne peuvent être atteints que par un conflit militaire avec la Russie. Cela dit, nous pouvons dire avec un certain degré de certitude que les choses vont empirer avant de s'améliorer.

BURKINA FASO :

«Nous voulons retirer la France de toute notre administration», préviennent des nationalistes

Dans l'ancienne colonie française, nombreux sont ceux qui estiment que le départ des militaires français n'est pas suffisant. Dans la rue, dans les universités et les meetings politiques, le message est clair : la France ne doit plus exercer aucune forme de tutelle.

Des manifestants brandissent des pancartes en soutien au président burkinabé Ibrahim Traoré et pour demander le départ de l'ambassadeur de France ainsi que des troupes françaises, à Ouagadougou (Burkina Faso), le 20 janvier 2023. Des manifestants brandissent des pancartes en soutien au président burkinabé Ibrahim Traoré et pour demander le départ de l'ambassadeur de France ainsi que des troupes françaises, à Ouagadougou (Burkina Faso), le 20 janvier 2023. C'est comme si la peur avait changé de camp. Au Burkina Faso, il n'est plus question de s'afficher avec les Français, plus question de relayer les discours d'avant, du temps où la France faisait la pluie et le beau temps sur la classe politique burkinabé. "Nous sommes les démons de Macron" : des dessins animés discréditent l'armée française au Sahel et encensent le groupe Wagner sur les réseaux sociaux. Ceux qui se taisaient hier parlent aujourd'hui avec

fierté d'une nouvelle souveraineté retrouvée : "Les années 1960, ça, c'est fini, affirme un habitant de Ouagadougou. La France a oublié que les Africains, les Noirs, ils sont en train de changer." "Nos vieux-là qui étaient toujours dans la soumission, c'est fini. C'est le message que je veux voir arriver aux Français."

UN HABITANT DE OUAGADOUGOU À FRANCEINFO

Un même message est visible un peu partout : "Le Burkina Faso aux Burkinabés". Depuis le second putsch de septembre et la prise de pouvoir d'Ibrahim Traoré, le pays semble effectuer une mue irréversible. Le départ annoncé et confirmé des 400 militaires des forces spéciales françaises de Sabre en est une première illustration, mais le nationalisme des "hommes intègres", le surnom des Burkinabés, s'écrit partout.

"ILS OCCUPENT LA PLACE DES BURKINABÉS"

Dans les rues, dans les universités et dans les meetings politiques du Mouvement M30 auquel appartient Apollain Aimé, le souhait de la disparition de toute forme de tutelle se fait entendre. " Nous voulons retirer radicalement, et tout de suite, toute la France de notre administration, prévient-il, parce qu'on ne peut pas comprendre qu'il y a plein de Burkinabés en chômage et que nous avons plus de 500 Français dans notre administration. Ils occupent la place que des Burkinabés auraient dû occuper." L'indépendance commence seulement au Burkina Faso et pour certains, elle passera par d'autres étapes, comme l'abandon de l'enseignement du français à l'école. **In France info**

TIRAGE AU SORT CAF U17

ALGÉRIE ET CAMEROUN TÊTES DE SÉRIE, SÉNÉGAL, MAROC ET MALI DANS LE POT 2...

Aujourd'hui, à partir de 12h (11h en temps universel), la Confédération africaine de football (CAF) procédera au tirage au sort de la phase finale de la CAN 2023 des moins de 17 ans dans ses locaux, au Caire. A la veille de l'évènement, l'instance dirigeante du football africain a dévoilé les pots qui seront utilisés pour le tirage au sort afin de répartir les 12 qualifiés en trois groupes composés chacun de quatre équipes. Comme pressenti, l'Algérie en tant que pays-hôte, le Cameroun en tant que tenant du titre, et le Nigeria, en tant que 4e de la précédente édition, héritent du statut de tête de série et ne pourront pas tomber dans le même groupe.

6 PAYS DANS LE POT 3

Comme ils ont participé à la dernière édition, mais sans sortir de la phase de poules, le Sénégal et le Mali sont placés dans le chapeau 2 en compagnie du Mali, vainqueur de la compétition en 2017. A l'inverse, le Congo, la Zambie, l'Afrique du Sud, le Burkina Faso, la Somalie et le Soudan du Sud ne bénéficient d'aucune protection particulière et héritent du chapeau 3.

La CAN U17 se déroulera du 29 avril au 19 mai prochains dans les villes d'Alger, Constantine et Annaba.

Les chapeaux pour le tirage au sort de la CAN U17

Pot 1 : Algérie, Cameroun, Nigeria.

Pot 2 : Sénégal, Maroc, Mali.

Pot 3 : Afrique du Sud, Burkina Faso, Congo, Somalie, Soudan du Sud, Zambie.

In Afrik Foot

MALI: IL Y A SEPT ANS, LA DISPARITION DU JOURNALISTE BIRAMA TOURÉ

Cela fait sept ans jour pour jour que le journaliste malien, Birama Touré, a disparu. Selon une enquête de Reporters sans Frontières sortie l'an dernier, le reporter du journal d'investigation Le Sphinx serait très probablement mort des suites de sévices infligés lors de sa détention au secret dans les locaux des services de renseignement en 2016. Birama Touré enquêtait notamment sur Karim Keïta, fils de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta. Depuis le coup d'État de 2020 au Mali, l'enquête a avancé, mais RSF demande à la justice d'aller plus loin et au pouvoir en place d'aider à la manifestation de la vérité. « Ce qui est peut-être un peu alarmant, c'est que seul le général Moussa Diawara, qui était donc le patron de la sécurité de l'État, a été appréhendé, explique Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique de l'organisation, au micro de Sébastien Nemeth, de la rédaction Afrique. Or évidemment, il n'est pas le seul responsable. Il n'y a pas de volonté visiblement que soient entendus d'autres protagonistes malgré plusieurs demandes de la justice dans ce sens-là et ça on ne peut que le déplorer. » « En dessous de lui, il y avait des exécutants : il y a des gens qui ont pu participer à son arrestation, à sa séquestration et on peut s'étonner que ces personnes-là n'aient pas été appréhendées, poursuit le représentant de RSF. Monsieur Ndiaye par exemple, qui était le numéro deux de la sécurité de l'État, a été nommé il y a un mois conseiller spécial au ministère de la Défense. La vraie question, ce sont les motivations derrière ce procès : est-ce qu'on veut une justice pour le journaliste Birama Touré, ou est-ce qu'on a juste cherché à travers cette affaire-là à écarter Moussa Diawara ? ». « L'un des éléments aussi qui est inquiétant pour la suite (c'est que) le temps joue contre la résolution de cette affaire, les mémoires sont moins bonnes et surtout des témoins clé ont déjà disparu. Il y a vraiment une urgence à ce que l'État malien réponde aux demandes de la justice malienne pour qu'on sache ce qui s'est passé », conclut Arnaud Forger. Un sentiment partagé par Adama Dramé, directeur de publication du Sphinx, réfugié à Paris. « L'enquête a beaucoup évolué, on a pu situer les responsabilités. Il y a eu des arrestations, notamment celles de l'ancien directeur à l'époque de la SE. Il y a eu un mandat d'arrêt international qui a été lancé contre Karim Keïta. Mais nous avons aujourd'hui certaines entraves qui se font au niveau de certaines personnes. En outre, le colonel dont on parle, l'un de ses indicateurs, a montré où se trouverait le corps de Birama. On demande à ce qu'il y ait le transport sur le lieu et puis chercher le corps. On demande aux autorités qui nous ont promis le "nouveau Mali", qu'il y ait une justice et pour Birama et pour les dizaines de personnes qui sont décédées dans les locaux de la Sécurité d'État. Aujourd'hui, il faudrait qu'il ait moins d'entraves, qu'on laisse la justice faire son travail. C'est tout ce qu'on demande. »

In Rfi

BURKINA FASO: AU MOINS TREIZE PERSONNES TUÉES LORS D'UNE ATTAQUE DANS LA RÉGION DU SAHEL

Selon l'état-major de l'armée, une attaque menée par des « éléments résiduels des groupes armés » a fait au moins treize morts dans le nord du Burkina Faso lundi 30 janvier. L'attaque s'est produite lundi après-midi dans la région du Sahel, au nord du Burkina, d'après un communiqué de l'armée publié mardi. Ce document évoque une « attaque terroriste » contre des gendarmes et des Volontaires pour la défense de la patrie, les supplétifs de l'armée burkinabè, en poste à Falagountou, une localité située non loin de la frontière avec le Niger. Pour l'état-major, les auteurs de l'attaque sont des « éléments résiduels des groupes armés » qui « ont entrepris de s'en prendre aveuglément aux populations » après avoir été « défaits il y a quelques semaines par les forces engagées dans la reconquête du territoire national ». L'armée précise qu'une « quinzaine de corps de terroristes ont été retrouvés lors des opérations de ratissage ».

UN MOIS DE JANVIER MEURTRIER

Jeudi 25 janvier, au moins une dizaine de civils ont été tués lors de deux attaques à Dassa, dans le centre-ouest du Burkina, à environ 140 kilomètres de Ouagadougou. Une semaine plus tôt, le nord du pays subissait une série d'attaques meurtrières. L'état-major de l'armée appelle ce mardi « les populations à ne pas se laisser décourager par un ennemi aux abois et à se mobiliser plus que jamais derrière les Forces de défense et de sécurité et les VDP engagés dans la reconquête du territoire ».

AFP

ALGÉRIE-NIGER

Les deux sélections voulaient aller aussi loin que possible

Evidemment, la sélection du Niger, qui a bénéficié également de l'avantage du terrain pour avoir évolué dans ce même stade de Miloud-Hadefi au cours de ses trois précédentes rencontres dans cette épreuve, ne s'est pas présentée pour la circonstance en victime expiatoire...

Les sélections d'Algérie et du Niger se sont affrontées hier au stade Miloud-Hadefi d'Oran pour le compte des demi-finales du Championnat d'Afrique des nations (CHAN) des footballeurs locaux avec un mot d'ordre commun : décrocher une qualification historique pour la finale. En effet, aucune des deux sélections n'a eu le privilège de disputer une finale du CHAN. Le Niger, qui en est à sa quatrième participation dans cette épreuve, créée en 2009, atteint pour la première fois ce stade avancé de la compétition. L'Algérie, quant à elle, a animé le dernier carré du CHAN pour la deuxième fois, et ce, pour sa deuxième participation dans ce Championnat. Sa première demi-finale remonte à 2011 au Soudan, lorsque les Verts, sous la houlette de l'entraîneur Abdelhak Benchikha, ont été éliminés par la Tunisie, avant de terminer le tournoi à la quatrième place. Il fallait attendre douze ans pour voir l'équipe algérienne faire sa deuxième apparition dans le CHAN, comme sélection du pays organisateur. Profitant des avantages du terrain et du public, la bande au sélectionneur national Madjid Bougherra ne jurait que par le sacre. D'ailleurs, le coach national s'est empressé d'afficher ses ambitions à l'issue du précédent match comptant pour les quarts de finale, remporté dans la douleur face à la Côte d'Ivoire (1-0). "Pas question de s'arrêter en si bon chemin", a déclaré le capitaine des Verts lors du Mondial-2014. Cependant, la mission n'était pas facile contre un adversaire qui a le vent en poupe depuis le début de la compétition. Le 'Mena' a abordé le dernier carré du CHAN avec un moral gonflé à bloc. Le fait d'avoir réussi à sortir deux 'gros bras' de la compétition, à savoir le Cameroun et le Ghana, a permis aux poulains de l'entraîneur Harouna Doula de s'adjuger un capital confiance non négligeable. Evidemment, la sélection du Niger, qui a bénéficié également de l'avantage du terrain pour avoir évolué dans ce même stade de Miloud-Hadefi au cours de ses trois précédentes rencontres dans cette épreuve, ne s'est pas présentée pour la circonstance en victime expiatoire. L'entraîneur Harouna Doula, déjà aux commandes techniques du Niger lors de l'édition 2011 qui a vu cette formation sortir de la compétition en quarts de finale, s'est exprimé avec beaucoup de confiance après la brillante qualification des siens contre le Ghana (2-0) lors du précédent tour. "

La sélection algérienne est chez elle. Mais nous aussi, nous nous sentons chez nous. Nous avons livré tous nos matchs, jusque-là, dans ce tournoi dans ce stade d'Oran. Nous connaissons assez bien l'adversaire qu'on a affronté à deux reprises en amical l'année passée. Nous allons encore une fois miser sur nos cartes gagnantes pour écrire l'histoire", a-t-il dit. En fait, les sélections des locaux de l'Algérie et du Niger se sont croisées à deux reprises en amical durant l'année 2022, et ce, dans le cadre de leurs préparatifs pour le CHAN. Dans les deux rencontres, le dernier mot est revenu aux Algériens (1-0 en juin à Alger et 2-0 en novembre en Tunisie). Ces deux succès étaient loin de pousser les Verts à sous-estimer l'adversaire.

R.S.

LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE FOOTBALL L'A SIGNIFIÉ

KENDOUCI POURSUIVRA SON AVENTURE AVEC LES VERTS JUSQU'À LA FIN DU TOURNOI

La Confédération africaine de football (CAF), par le biais de sa Direction de la Compétition, a signifié son accord concernant l'international algérien Ahmed Kendouci afin qu'il poursuive sa participation au Championnat d'Afrique des Nations (CHAN-TotalEnergies – Algérie 2022), a indiqué lundi la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

" Dans un courrier signé par Samson Adamu, Directeur de la Compétition de la CAF, sur le cas du transfert des joueurs évoluant au CHAN durant le tournoi. La direction a précisé que l'un des objectifs principaux de la création du Championnat d'Afrique des Nations est la promotion des joueurs locaux et des associations de football africaines, qui doivent être soutenus pour l'avancée de leurs carrières et projets", a précisé la FAF. Interpelée par différentes associations et clubs africains pour savoir si, dans l'éventualité où un joueur serait transféré à un club non local durant le CHAN, il pourrait continuer de participer au CHAN, la CAF a soumis la question à sa Commission d'Organisation du CHAN qui a retenu que : Durant la période d'enregistrement et jusqu'au début du CHAN, un joueur doit absolument être enregistré dans un club local ; un joueur transféré durant le tournoi n'a pas encore rejoint son nouveau club vu sa présence dans l'équipe participant au CHAN ; interdire le transfert d'un joueur durant le CHAN irait à l'encontre de l'objectif de la compétition, qui est précisément de favoriser la progression des carrières des joueurs. En outre, les règlements n'indiquent pas spécifiquement que les joueurs participant au CHAN doivent être enregistrés dans un club local jusqu'à la fin de la compétition.

APS

LA LOGISTIQUE EST À LA HAUTEUR DES ENJEUX DE L'ÉVÈNEMENT

Les délégations étrangères apprécient les conditions d'organisation à Constantine

Des représentants des délégations africaines et d'instances du football ainsi que des visiteurs étrangers venus à Constantine à l'occasion du Championnat d'Afrique des nations de football des joueurs locaux (CHAN 2022) ont unanimement souligné "la qualité des conditions d'accueil et d'organisation" dans la cité du Vieux Rocher de cette compétition continentale (13 janvier au 4 février). Les impressions des hôtes du CHAN recueillies par l'APS dans cette wilaya s'accordent à affirmer que "Constantine a réussi dans sa mission de donner une belle image de la capitale de l'Est algérien au travers du chaleureux accueil et la prise en charge de tous leurs besoins outre le rôle majeur des habitants de la wilaya qui ont fait bonne impression sur les délégations visiteuses". Au terme de sa visite aux monuments culturels et sites touristiques de la ville des ponts suspendus et après avoir assisté à plusieurs matches au stade Chahid-Hamlaoui, le secrétaire général de la Confédérations africaine de football, Veron Mosengo-Omba, a affirmé que la ville de Constantine a été à la hauteur en termes de gestion des questions logistiques incluant l'accueil des délégations étrangères, leur hébergement et leur transport et la mobilisation des équipements sportifs et autres structures indispensables pour le déroulement de la compétition conformément aux normes des manifestations continentales et internationales. Pour David Castelao, de la délégation de l'entreprise espagnole Media corp., l'équipe de son média a été très satisfaite de l'accompagnement et des facilités techniques trouvées durant la période passée dans cette wilaya qui n'ont rien à envier sur le plan d'organisation aux manifestations sportives européennes. Il a relevé que ce succès local reflète "le succès de l'Algérie dans l'organisation de ce championnat africain". De son côté, l'entraîneur du Soudan, Burhan Tia, a salué la chaleur de l'accueil et la qualité de la prise en charge assurée pour son équipe, confiant aux responsables locaux l'intention de la Fédération soudanaise de football de tenir l'été prochain à Constantine le stage préparatoire des Faucons de Jediane pour la Coupe d'Afrique des nations 2023. Le sélectionneur malgache, Rakotondrabe Romuald, qui a réalisé au stade chahid-Hamlaoui une qualification historique pour le carré d'or du CHAN auquel il participe pour la première fois, a exprimé sa gratitude envers les autorités locales, le dispositif sécuritaire et les responsables des secteurs des sports, de la culture et du tourisme pour leurs efforts visant à assurer à sa sélection les meilleures conditions lui permettant de réaliser l'objectif d'aller en quarts de finale puis en demi-finale. Les supporters des sélections africaines ont relevé que le public de cette wilaya est "sans pareil" de par "le respect affiché envers les hôtes du CHAN et sa passion pour le foot avec une présence record aux matches des quarts de finale malgré que son équipe nationale ne jouait pas et malgré aussi le grand froid". Ce public, ont-ils noté, a contribué à donner une ambiance enthousiaste aux matches et à exprimer le désir d'accueillir en son pays la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025 en levant des tifos sur lesquels était écrits en anglais "CAN 2025, We Can".

R.S.

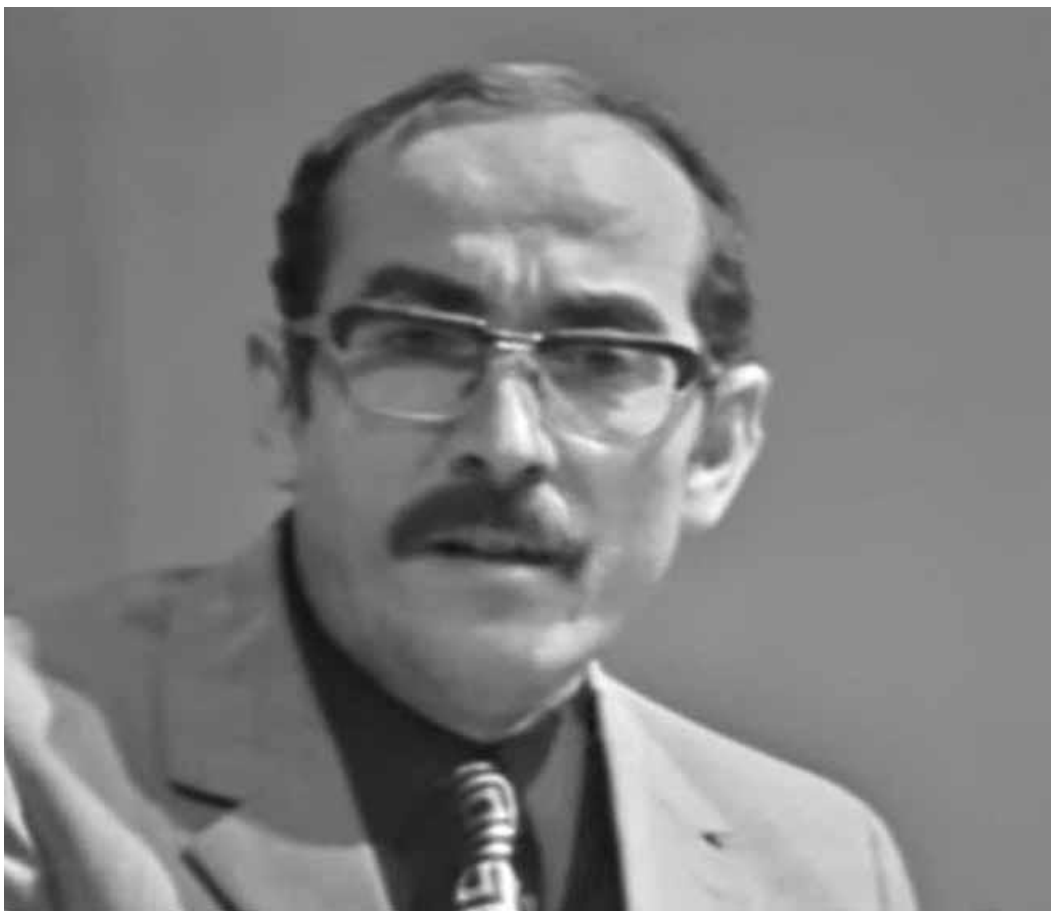
CINÉMATHÈQUE ALGÉRIENNE : UNE MÉMOIRE FILMIQUE DE PLUS DE 50 ANS

Dépositaire d'un patrimoine vieux d'un demi-siècle, la Cinémathèque algérienne est l'une des plus importantes archives filmiques de l'Afrique et du monde arabe. La collection compte plus de 60.000 copies de films et documents cinématographiques, témoins de grands évènements historiques du pays. Fondée le 23 janvier 1965, la Cinémathèque ouvre ses portes et présente ses premiers films dans les locaux d'un ancien cinéclub, en plein centre d'Alger, au N° 26 de la rue Larbi-Ben-M'hidi. Elle était un lieu de rencontre de grands cinéastes algériens et étrangers et une école de cinéma qui a contribué à la formation de cinéphiles et amateurs devenus professionnels du 7e art. De grands noms du cinéma, comme Youssef Chahine, Nicholas Ray, Joseph Losey, Luchino Visconti, Costa-Gavras, Jean-Luc Godard, s'y sont succédé pour présenter leurs œuvres et échanger avec le public. La Cinémathèque a accueilli dans les années 1970-1980, sous la direction de Boudjemaa Karèche, de grands noms comme Gilio Pontecorvo, Etore Scola ou encore Volker Schoendoerffer. Pendant la violence terroriste des années 1990, cette salle s'était érigée comme «l'un des bastions culturels qui avaient intensifié leurs activités pour faire face à l'extrémisme», selon de nombreux cinéastes. La Cinémathèque avait également accompagné les premières réalisations du 7e art algérien et les grands évènements culturels de l'Algérie indépendante. Devenue Centre algérien du cinéma (CAC) pour élargir son réseau à 11 autres salles du répertoire, pour remplir sa mission de diffusion de la culture par le cinéma, la Cinémathèque se charge de recueillir, conserver et restaurer ses collections et de mettre en valeur son patrimoine. Ses fonds réunissent longs et courts métrages, documentaires, photographies, périodiques, affiches et objets et matériels cinématographiques. Elle est également dotée d'une bibliothèque accessible aux étudiants et chercheurs. «La Cinémathèque recueille, conserve et préserve tous les films et productions notamment ceux en lien avec l'histoire de l'Algérie et les premières années de son indépendance», rappelle son directeur, Adel Makhalfia. Pour préserver cet héritage filmique, spécialistes et experts ont été associés à un projet de restauration et de numérisation. Le CAC devrait entamer prochainement une opération de restauration et de numérisation d'œuvres. Le personnel du CAC avait également bénéficié en 2016 d'une formation approfondie en matière de gestion des archives filmiques, de restauration et de numérisation des copies au format 35mm dans le cadre du programme d'appui au patrimoine algérien réalisé en collaboration avec la Délégation de l'Union européenne en Algérie.

R. C.

Djaffar Beck, le rire comme moyen d'éducation à la citoyenneté

Au lendemain de l'indépendance, Djaffar Beck va rejoindre tout naturellement la radio nationale, un 28 octobre 1962, pour grossir les rangs des artisans du recouvrement de la souveraineté sur la Radio et la Télévision, et y mener un énième combat d'édification quelques mois à peine après avoir transvasé l'euphorie de juillet en chansons dont il avait le secret...



Avec la profonde conviction que le rire est un moyen efficace d'éducation à la citoyenneté en toutes circonstances, il aura mené une carrière dédiée à l'éveil des consciences. Djaffar Beck aura marqué la mémoire collective des Algériens par des œuvres éternelles. Avec son art et ses convictions, il aura été de tous les combats pour une Algérie libre, qui célèbre cette année les 60 ans du recouvrement de son indépendance, en tant que jeune Scout musulman, infirmier dans les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) puis membre de la troupe artistique du FLN. Avec cette troupe, fondée en 1957, à l'appel du FLN, et dirigée par Mustapha Kateb, Djaffar Beck incarne des rôles dans des pièces de théâtre comme "Les enfants de Novembre" et "El Khalidoun" conçues pour appuyer le combat libérateur et faire connaître la cause nationale lors des tournées de la troupe en Asie, en Europe de l'Est et dans le monde arabe. Natif de la Casbah d'Alger en 1927, Djaffar Beck, Abdelkader Cherrouk de son vrai nom, qui a grandi dans un milieu artistique dans la maison de la célèbre chanteuse hawzi Meriem Fekkai, a entamé sa carrière artistique au début des années 1950. Il est également considéré comme l'un des pionniers du sketch et de la chanson humoristique en Algérie avec le célèbre Rachid Ksentini. Au lendemain de l'indépendance, Djaffar Beck va rejoindre tout naturellement la radio nationale, un 28 octobre 1962, pour grossir les rangs des artisans du recouvrement de la souveraineté sur la Radio et la Télévision, et y mener un énième combat d'édification quelques mois à peine après avoir transvasé l'euphorie de juillet en chansons dont il avait le secret comme "Eddinaha", en référence à l'indépendance arrachée. Il continue, en 1963, de célébrer l'indépendance si chèrement recouvrée, à la télévision nationale dans "La finale", une opérette satyrique sur la France coloniale réalisée par Mohamed Slim Riad, où il incarne le combat libérateur. Dans sa carrière, il a été souvent accompagné de comédiens comme Sidali Fernandel, Ali Abdoune, Sissani ou encore Cheikh Noureddine, en plus d'avoir longtemps collaboré avec l'orchestre de "La rose blanche" dirigé par le violoniste Mustapha Sahnoun, un compagnon de route qui voyait en lui "ce qu'était Louis de Funès pour l'humour français". Les éternels sketchs et chansons humoristiques de Djaffar Beck auront également accompagné la société algérienne dans ses évolutions et dans son quotidien, à l'instar de "Alif El Ba Et Ta", "El Biroukratiya" ou encore la célèbre "Ana Mellit". Il a également donné la réplique a de grands noms du cinéma et de la télévision dont Fatiha Berber, Farida Saboundji, ou encore Hassan El Hassani. Souvent dirigé par des réalisateurs comme Mustapha Badie, Mohamed Slim Riad et Djamel Bendeddouche, Djaffar Beck a également conçu et présenté plusieurs émissions à la radio et à la télévision comme "El Bachacha" (la gaîté), une émission au contenu exclusivement pédagogique, "Face à la caméra" ou encore "Inspecteur Homes". Attaché à l'identité nationale et très ouvert sur la production artistique mondiale, il aura été selon le chanteur Hamidou, un "précurseur qui a beaucoup appris aux jeunes, particulièrement sur le plan musical, et qui a introduit le Rock'n'roll et le jazz dans les foyers algériens". Après une longue carrière des plus prolifiques, et une perpétuelle réinvention de son art, Djaffar Beck s'est éteint le 31 janvier 2017.

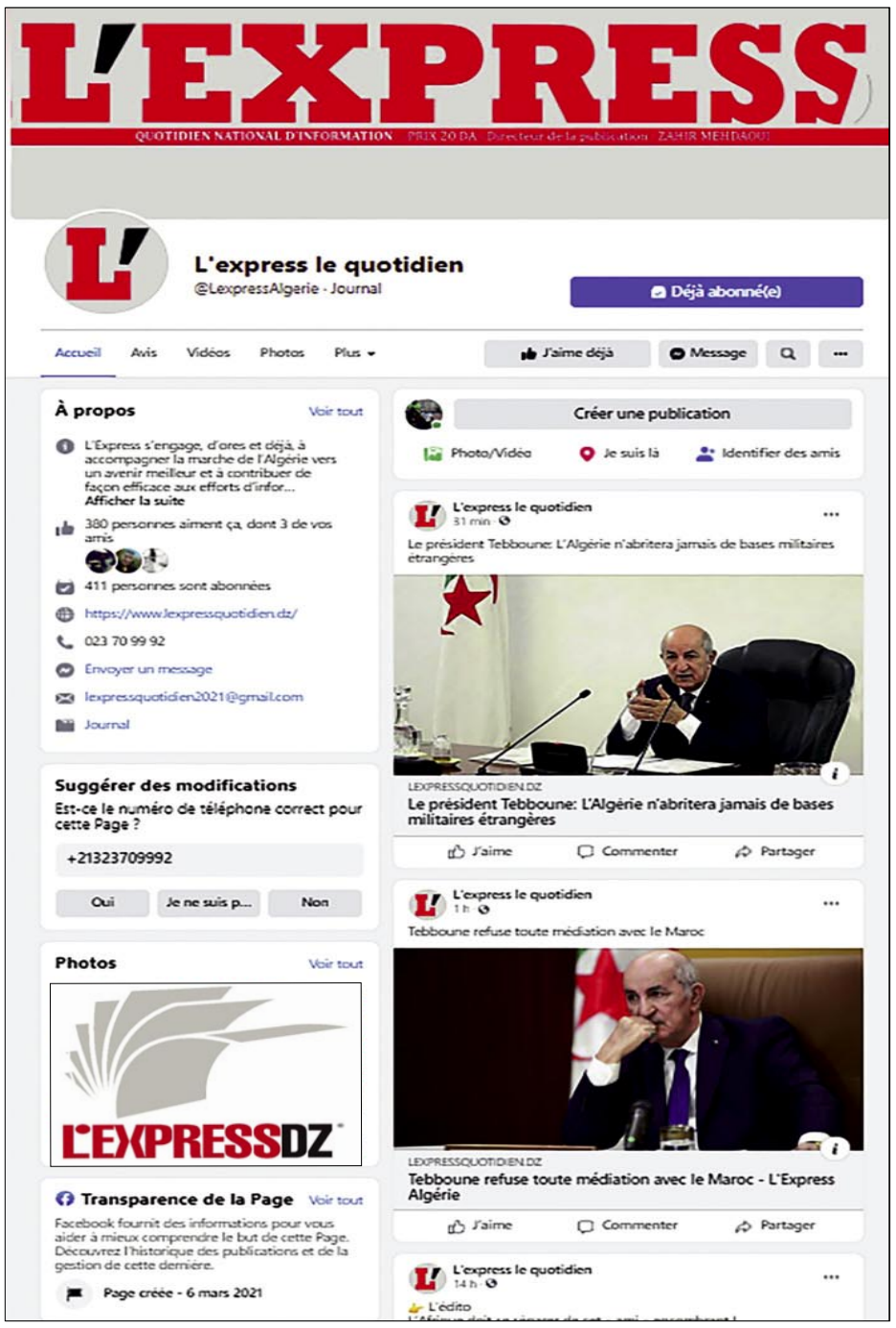
APS

Riad Sattouf, l'homme qui ne fait rien d'autre que la BD

Il a fallu beaucoup d'exigence au dessinateur Riad Sattouf, depuis une jeunesse modeste en Syrie jusqu'à sa récente consécration en France, avec l'obtention de la plus haute récompense du monde de la bande dessinée. A 44 ans, ce fils de Syrien, docteur en histoire, a atteint une popularité qui dépasse le monde de la BD. Cette histoire de la naissance d'un artiste est racontée en détail dans «L'Arabe du futur», autobiographie dessinée en six tomes (2014 à 2022), qui avait dépassé les trois millions d'exemplaires vendus, avant l'arrivée en librairie du dernier volet. «Quand j'habitais dans mon petit village en Syrie, il n'y avait aucune librairie, aucune bibliothèque. J'avais une vie de confiné», expliquait-il à l'occasion de la publication du tome 5. «Cet intérêt pour les livres et la bande dessinée je le dois à ma grand-mère bretonne qui m'envoyait des livres par la Poste», ajoutait-il. Cette série, traduite dans plus de 20 langues, a trouvé un succès international. Et le tome 6, sorti le 22 novembre et en rayons seulement un peu plus d'un mois en 2022, a été le 12e livre le plus vendu en France l'an dernier. L'œuvre du Franco-Syrien ne saurait être résumée à ce récit touchant et drôle des vicissitudes et doutes d'un enfant et adolescent doué avec un crayon, mais moins pour le reste.

Il dessine aussi la vie d'une jeune Parisienne d'aujourd'hui, depuis ses 10 ans, dans «Les Cahiers d'Esther» (7 tomes depuis 2016). Travailleur acharné, il jongle avec les projets avec une aisance qui n'est qu'une façade. En vérité, il se remet tout le temps en question. Il dit avoir été marqué, au lycée, par un professeur qui lui avait lancé: «Sattouf, vous avez des facilités, mais vous savez ce qui arrive à ceux qui ont des facilités et qui ne travaillent pas?». Depuis ses années d'étudiant en arts puis en animation, sa cote n'a cessé de grimper. «L'Arabe du futur 6» raconte ainsi ses premiers pas d'auteur quasi anonyme dans les festivals de BD qui n'avait qu'une idée en tête: revenir avec un autre album qui le ferait connaître. Il croyait à son destin depuis longtemps, car dans sa famille maternelle, après un retour en France, on avait décrété qu'il était génial un crayon à la main. «Je finissais par y croire», se souvient-il. À 25 ans, en 2003, il décroche le prix Goscinny, récompensant un scénario. Puis en 2010 et 2015, il remporte le Fauve d'or au Festival d'Angoulême, prix du meilleur album de l'année. «Lorsque le succès arrive, il y a forcément des moments où l'égo enfle. Moi ça m'est arrivé aussi!», admettait-il. Ce perfectionniste a poussé jusqu'au bout la logique en devenant son propre éditeur. Il a fondé en 2021«Les Livres du futur», maison où il est pour l'instant le seul auteur. Mais «je suis avant tout auteur de bande dessinée. Je ne fais rien d'autre que ça», confie-t-il.

R. C.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE DE AIN DEFLA
NIF 09894.401.001.64.48

N°: 251 — 29 JAN. 2023

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALE

N° 03 / DMO/ 1500 (2018) /2023

L'Office de promotion et de gestion immobilière de la Wilaya de AIN DEFLA dont le siège social sis Hay Hadj Kadour - AIN DEFLA, lance un Avis d'Appel d'Offre national ouvert avec exigence de capacité minimale pour : REALISATION DES 100/1500 LOGEMENTS PROMOTIONNELS AIDES + 25 LOGEMENTS PROMOTIONNELS LIBRE + CONCIERGERIE A ARIB -W-AIN DEFLA - PROGRAMME ANNEE 2018
Réparti en Trois (03) lots :
- **100 Logements Promotionnels Aides en TCE.**
- **25 Logements Promotionnels Libre + Conciergerie TCE (Clos et Couvert).**
- **VRD.**

destiné à tous les entrepreneurs disposant d'une qualification activité principale bâtiment en cours de validité catégorie QUATRE (04) et plus et disposant des capacités techniques et financières pour mener à bien la réalisation de ce projet peuvent soumissionner.
*** chiffre d'affaire des trois dernières années (2019-2020 et 2021) d'une somme de 90 000 000. 00 DA et plus.**
*** Copies des Attestations de bonne exécution des travaux réalisés dans les 10 dernières années certifie avoir Réalisé un projet de 100 Logements et plus (dans le même site ou plusieurs sites) Ou un projet d'équipement catégorie « C » et plus (délivrée par les maîtres d'ouvrages public).**

Le cahier des charges sera retiré auprès du siège de la Direction générale de l'OPGI sis Hay Hadj Kadour, Ain Defla .Contre Paiement De Deux Mille Cinq Cent (2500,00) DA non remboursable au niveau de département de finance et de comptabilité (DFC).

- Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et offre financière.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière, sont insérée dans des enveloppes séparées et cachetée, indiquant la dénomination de l'entreprise la référence de l'objet de l'uppel d'offre ainsi la mention « Dossier de candidature », «Offre Technique » ou « Offre Financière » selon les cas. Ces enveloppes sont mises dans un autre enveloppe cacheté et anonyme, comporte la mention:

À N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES "

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALE
N° 03 / DMO/ 1500 (2018) /2023

REALISATION DES 100/1500 LOGEMENTS PROMOTIONNELS AIDES + 25 LOGEMENTS PROMOTIONNELS LIBRE + CONCIERGERIE A ARIB -W-AIN DEFLA - PROGRAMME ANNEE 2018 Réparti en Trois (03) lots :
- **100 Logements Promotionnels Aides en TCE.**
- **25 Logements Promotionnels Libre + Conciergerie TCE (Clos et Couvert).**
- **VRD.**

A MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL DE L'OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE DE AIN DEFLA
Hay Hadj Kadour, Ain Defla

Les offres seront déposées au nivau du secreteriat de la direction génerale de l'OPGI

Les documents et les pièces requises sont ceux exigés à l'article 14 **(Page N° 06)** des instructions aux soumissionnaires du cahier des charges.

a) **Dossier de candidature contient:**
b) **L'offre technique contient :**
c) **L'offre financière contient :**

La date de dépôt des offres est fixée au **Quinze (15) jour avant (14:00) heures,** à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

L'ouverture des plis est prévue le même jour de dépôt des offres **à (14:00) heures** au siege de **L'office De Promotion Et De Gestion Immobilière De AIN DEFLA,** les soumissionnaires sont invités à y assister.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai égal la durée de préparation des offres augmentées de trois mois à compter de la date de dépôt des offres.

L'EXPRESS DU 01/02/2023 — **ANEP : N° 2316002787**

RESTITUTION CULTURELLE :

«Il y a aussi les traditions orales africaines»

Djibril Tamsir Niane, ecrivain et historien, en appelait à la restitution des documents sur les traditions orales africaines.

L'Afrique vient de perdre un monument en la personne de Djibril Tamsir Niane. L'historien connu pour, entre autres, son ouvrage Soundjata ou l'épopée mandingue, publié chez Présence africaine, nous a quittés ce 8 mars à Dakar des suites du Covid-19. Cette disparition est une occasion, triste, de rappeler l'apport de cet immense intellectuel africain à l'une des questions les plus débattues ces derniers temps, celle de la restitution d'objets culturels au continent. C'était lors d'un colloque à Dakar en 2018 consacré à l'historien sénégalais Yoro Khary Fall, disparu en 2016 à 67 ans. Djibril Tamsir Niane avait en effet pu apporter un nouvel angle d'approche à cette question. Fin novembre 2018 donc, dans la capitale sénégalaise, l'écrivain et historien avait indiqué qu'« il faut aussi une restitution des documents de tradition orale collectés par des institutions américaines, dont la Fondation Ford ».

RÉFÉRENCE À L'INITIATIVE DE L'UNESCO DE 1967

Dans le cadre d'une table ronde intitulée « Le banquier des historiens », le spécialiste de l'histoire du Mandé avait rappelé un fait de grande importance initié par l'Unesco en 1967. Selon Djibril Tamsir Niane, l'organisation onusienne en charge de la culture s'était lancée cette année-là dans une campagne de collecte des traditions orales africaines. Côté américain, la Fondation Ford s'était investie dans cette initiative et avait donc recueilli des éléments importants du patrimoine africain. Selon l'auteur d'Histoire de l'Afrique occidentale et de l'ouvrage Le Soudan occidental au temps des grands empires, des documents de tradition orale sur El Hadj Oumar Tall se sont retrouvés « dans beaucoup d'universités américaines, notamment à New York ».

POURQUOI LES TRADITIONS ORALES SONT AUSSI CONCERNÉES

Pour appuyer sa thèse d'une nécessaire restitution des documents de traditions orales africaines, Djibril Tamsir Niane avait avancé que « la tradition orale est une matière indispensable qui a une valeur inestimable ». Et de dire « qu'il est nécessaire aujourd'hui encore de procéder à la collecte des traditions orales dans tous les domaines, environnement et santé, entre autres ». « La tradition orale est la grande école où l'on apprend tout », avait-il poursuivi, assurant qu'il « n'y a pas un secteur qu'il ignore ». Pour le célèbre et regretté écrivain et historien guinéen, « les traditions orales africaines sont des témoignages du passé et peuvent être habilement exploitées pour les besoins de l'histoire ». Cité par l'Agence de presse sénégalaise (APS), il avait rappelé que « la parole ne s'envole pas, elle reste », et ce, d'autant que « l'enseignement de la tradition orale se fait par l'intermédiaire des griots ». Un argument qui justifiait à lui seul, à ses yeux, que la restitution des traditions orales africaines s'inscrive dans le sillon de celle des biens culturels sur laquelle Felwine Sarr et Béatrice Savoy ont réalisé un rapport remis au président Macron fin novembre 2018.

Par Malick Diawara

CHAN 2022 : le petit-fils de Mandela plaide pour l'indépendance du Sahara occidental et met en colère le Maroc

La septième édition du championnat d'Afrique des nations se déroule en Algérie du 13 janvier au 4 février 2023. Lors de la cérémonie officielle d'ouverture, Zwelivelile Mandla Mandela, petit-fils de Nelson Mandela, a dénoncé la présence du Maroc au Sahara occidental. Des déclarations qui s'inscrivent dans un contexte de relations diplomatiques dégradées entre Rabat et Alger. Depuis le 13 janvier, la septième édition du CHAN est bel et bien lancée. Pour la toute première fois de l'histoire de la compétition, 18 sélections nationales africaines sont en lice, contre 16 habituellement. Le CHAN, réservé aux joueurs disputant les championnats nationaux, se tient jusqu' au 4 février en Algérie.Plusieurs invités de marque avaient fait le déplacement en Algérie le vendredi 13 janvier à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du CHAM 2023. À commencer par le président de la FIFA, Gianni Infantino, présent dans les tribunes aux côtés d'officiels algériens.

"UNE DERNIÈRE COLONIE EST PRÉSENTE EN AFRIQUE"

Parmi ces grands noms figure celui de Zwelivelile Mandla Mandela. Il s'agit du petit-fils de l'ancien président de l'Afrique du Sud et figure de la lutte contre l'apartheid, Nelson "Madiba" Mandela. Alors que la soirée se déroulait dans un stade baptisé du nom de grand-père, Zwelivelile Mandela a tenu un discours pour saluer la tenue de l'événement. Au cours de son allocution, il a aussi dénoncé la présence du Maroc au Sahara occidental.

Selon ses termes, une "dernière colonie est présente en Afrique : le Sahara Occidental". Le militant sud-africain a aussi tenu à dénoncer "l'oppression" menée par le Maroc. Devant le public du stade Nelson-Mandela à Alger, le petit-fils de l'icône de la lutte anti-apartheid a également exhorté à "libérer la Palestine". Cette déclaration est perçue comme une critique ouverte du Maroc, qui a normalisé ses relations avec Israël il y a deux ans. Des "propos racistes", selon la fédération marocaine de football Les déclarations de Zwelivelile Mandla Mandela ont immédiatement fait réagir la fédération marocaine de football (FRMF). Dans un communiqué publié dès samedi 14 janvier, l'institution a fustigé un "discours provocateur et surréaliste".

Selon ses termes, les propos Zwelivelile Mandla Mandela ont "bafoué le règlement régissant l'organisation des manifestations footballistiques sous l'égide de la Confédération africaine de football (CAF)". En réponse, la fédération marocaine a adressé "une correspondance" à la CAF. Rabat lui demandant d'"assumer toute la responsabilité face à ces transgressions flagrantes qui n'ont aucun lien avec les principes et valeurs du ballon rond". De son côté, le gouvernement marocain n'a pas réagi

In TV5 Monde

Sahara occidental : la zone de guerre polluée comme jamais auparavant par des engins explosifs plantés par le Maroc

Depuis la rupture du cessez-le-feu par le Maroc en novembre 2020, la zone de guerre actuelle a été polluée comme jamais auparavant par des engins explosifs non-amorcés plantés par le régime du Makhzen, a indiqué le Bureau de coordination de la lutte anti-mines sahraoui (SMACO), soulignant que le nombre de victimes parmi les civils sahraouis s'élevait durant cette période à une dizaine de personnes.

"Des rapports sur les engins explosifs non-amorcés plantés par le régime du Makhzen font état d'une nouvelle contamination et une pollution généralisée et sans précédent dans la zone de guerre actuelle", a déclaré le chef des opérations au SMACO, Bachir Gaici Nah à l'APS, en marge du 16e congrès du Front Polisario qui se tient du 13 au 17 janvier dans la wilaya de Dakhla, dans les Camps de réfugiés sahraouis.

"Il n'y a pas de statistiques définitives, mais selon des estimations préliminaires, il y a des milliers d'engins dispersés qui n'ont pas encore explosé. Quant au nombre de victimes enregistrées depuis la reprise de la guerre avec le Maroc, nous avons connaissance en tant que bureau de pas moins d'une dizaine de civils tués dans la partie occupée du Sahara occidental", a-t-il ajouté.

S'appuyant sur des rapports médiatiques, le chef des opérations au SMACO a, en outre, fait savoir que depuis la reprise des hostilités avec le Maroc, le régime du Makhzen a planté environ "12.000 mines antipersonnel dans la zone tampon de Guerguerat".

Il a également pointé du doigt "le ciblage par Rabat de civils avec des drones et des armes sophistiquées" durant cette même période, relevant que le Makhzen "a tué et blessé environ 80 personnes, dont des femmes et des enfants". A cet égard, Gaici Nah a souligné que "ce dangereux précédent" s'apparente à du "terrorisme d'Etat", dénonçant "le silence suspect des organisations internationales, dont les Nations unies".

"La République sahraouie appelle à l'interdiction et à la lutte contre toutes les formes de violence, y compris la pose de mines et le ciblage des civils", a-t-il dit.

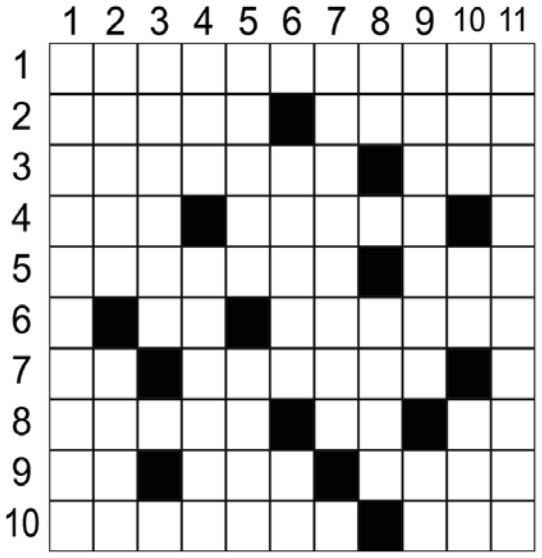
Elle appelle également, a-t-il poursuivi, "à faire pression sur le Maroc pour qu'il (...) adhère aux conventions d'Ottawa et d'Oslo interdisant les armes antipersonnel, mines et bombes à sous-munitions, s'engage à remettre des plans de mines et ouvre la zone tampon de Guerguerat aux organisations internationales qui souhaitent la nettoyer".

Contacté par l'APS, un citoyen sahraoui répondant au nom d'Ali Ben Faradj Ben Naama a apporté un témoignage poignant sur la réalité des atrocités commises par le Maroc contre les civils sahraouis.

Il a raconté comment son cousin, Soubai M'barek Mhamed et son ami, Mohamed Ould el Bahi ont été lâchement assassinés lors d'une attaque de drone de l'armée d'occupation marocaine alors qu'ils promenaient leur bétail en compagnie de plusieurs autres civils sahraouis.

"Les personnes visées ont été laissées pour morts pendant près de 25 jours sans possibilité d'être rapatriées pour être enterrées dignement", a-t-il témoigné, appelant la communauté internationale à agir pour mettre un terme à ces pratiques barbares dans un contexte marqué par un blocus médiatique imposé par le régime du Makhzen visant à maquiller la réalité qui prévaut actuellement au Sahara occidental occup

In Agence presse service



Horizontalement

1- Il est tout feu tout flammes. 2- Sombre - Dû à un blanc manteau. 3- Vin aigre - Terme de photo. 4- Des siècles - Panier à primeurs. 5- Déesse de la vengeance - Noeud. 6- Révolution - Cause un jaunissement. 7- Conjonction - Toujours bonne à dire. 8- Boîtes à voix - Issu - Cube. 9- Possessif - Artère - Tendue par politesse. 10- Il porte des pièces héraldiques - Petit à l'Opéra.

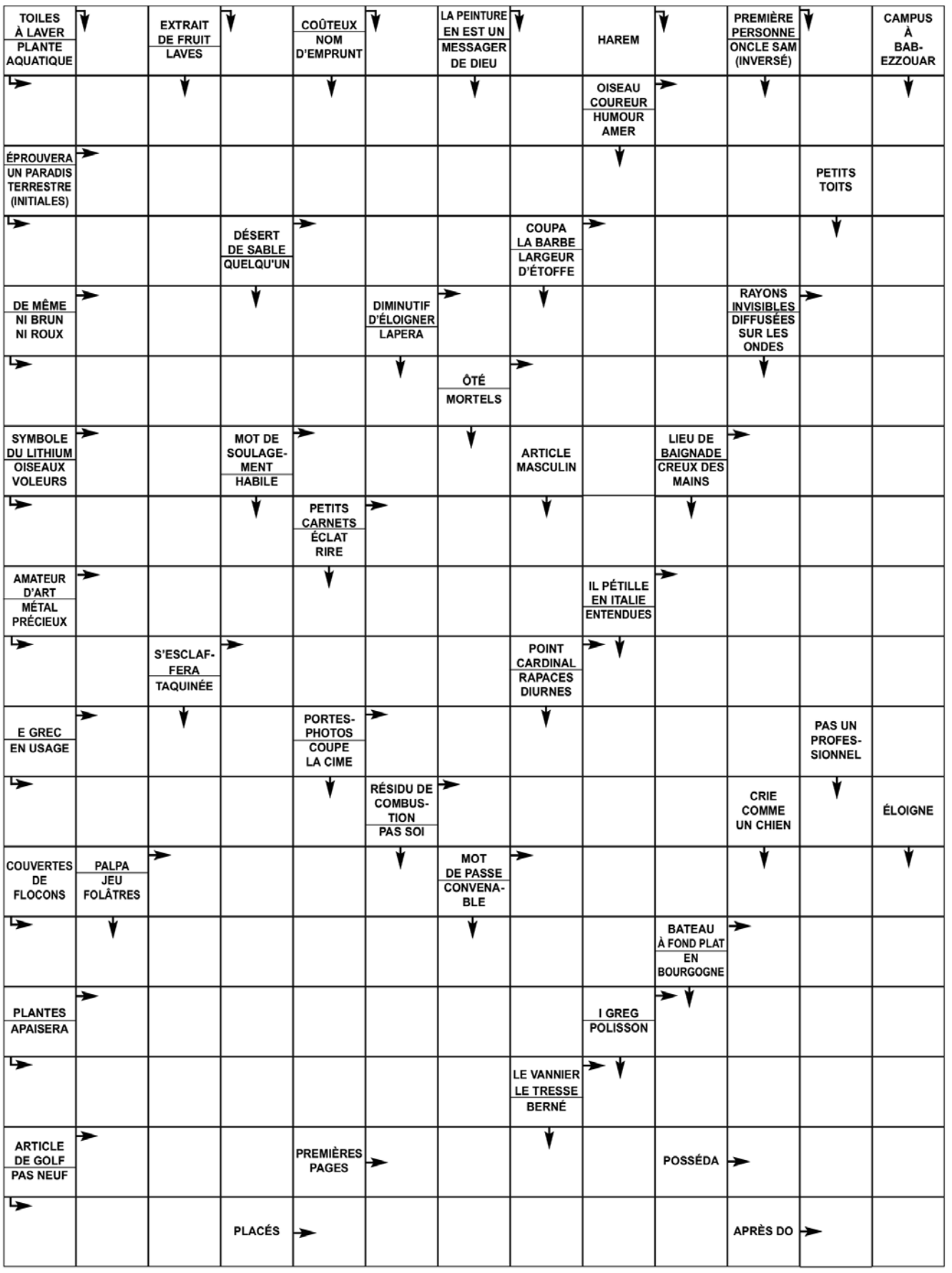
Verticalement

1- Pleine d'esprit d'invention. 2- Ivre - Peur de star. 3- Grand écran. 4- Unité de travail - Celui du décors réservé des surprises. 5- Récents - Dieu - Gaulois. 6- Vider la pièce - Points opposés. 7- Grêle en partie. 8- Paresseux - En outre. 9- Héros de notre enfance - Pour un prince. 10- Tout va bien - Avant nous - Fait avancer le cheval. 11- Douleur intermittente.

4 x 4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Baricade Barricade Barrikade Bariccade	Bergeronette Bergeronnette Bergerronnette Bairgeronnette
Binoqulaire Binnoculaire Binoculère Binoculaire	Bourgemestre Bourgmèstre Bourgmestre Bourgmesttre



BIFFE-TOUT

EN 7 LETTRES :
Une mousseline de coton très légère.

ACTINIUM	ENFÛTAGE	PRAXIE
ALTO	EXORCISME	PROTOCOLE
AMPHITRITE	FUMAISON	RADIUM
ANAGRAMME	GERME	ROMAIN
ANONYME	GOURDIN	SÉRÉNADE
ANTIPODE	HADJAR	SIAMOISE
BAGATELLE	HOMICIDE	SINAÏ
BOOM	IDIOTIE	SKIPPER
BORÉALE	INSULINE	TALON
CHAT	JARDIN	TANDEM
CIGOGNE	LETTRINE	TENDANCE
CITOYEN	LEVAIN	TOUCAN
CONCERTO	MÉTRO	URNE
CORBEILLE	NÉPHRITE	VANILLE
CORTEX	NOCES	VAUDOU
CYCLAMEN	OCTAÈDRE	VERROU
DÉSERT	PALOURDE	VIPÈRE
DINAR	PÉLICAN	WAGONNET
DINDON	PIC-VERT	ZIBELINE
EL-OUED	PITTORESQUE	

T	R	E	S	E	D	I	C	I	M	O	H	E	C	N	A	D	N	E	T
V	B	A	G	A	T	E	L	L	E	E	L	L	I	E	B	R	O	C	A
A	A	W	O	T	T	V	X	R	N	S	M	R	T	T	G	O	S	F	M
N	N	G	A	A	A	E	I	E	E	E	E	O	O	O	O	I	O	U	P
I	A	T	H	G	T	N	P	P	T	R	U	R	U	M	A	I	N	M	H
L	G	C	R	R	O	H	D	R	E	C	D	R	E	M	A	E	D	A	I
L	R	P	O	E	R	N	O	E	A	R	D	E	O	N	Y	I	N	I	T
E	A	C	R	I	V	D	N	N	M	I	E	I	A	O	A	O	N	S	R
A	M	T	T	A	I	C	L	E	N	A	S	R	T	T	N	D	S	O	I
N	M	E	A	N	X	E	I	M	T	E	R	I	A	Y	C	E	E	N	T
T	E	C	A	L	V	I	U	P	O	E	C	E	M	D	C	O	I	E	E
I	E	R	Y	A	O	I	E	T	B	P	N	E	P	O	I	D	N	N	E
P	N	D	I	C	N	N	R	U	E	O	N	I	N	P	R	U	U	I	N
O	F	N	E	I	L	E	I	L	O	G	R	E	L	A	I	O	M	L	I
D	U	N	T	U	C	A	I	A	O	D	W	E	J	E	R	K	A	U	R
E	T	C	O	N	O	C	M	G	N	T	U	D	A	R	B	L	S	S	T
M	A	E	O	D	A	L	I	E	O	I	A	A	E	L	T	I	O	N	T
R	G	C	N	N	N	C	E	N	N	H	S	V	V	O	E	I	Z	I	E
E	E	X	O	R	C	I	S	M	E	E	L	O	C	O	T	O	R	P	L
G	P	A	L	O	U	R	D	E	P	I	T	T	O	R	E	S	Q	U	E

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT
PORE - ECHARPES - MURMURE - SAXO - SIGNALERA - SEP - CIEL - A - BUS - R - KIR - IN - MUNIRA - LANGAGES - FAN - DE - INTER-IM - GO - BLETS - FACES - SPA - SETS - IRA - RUT - RETENU - C - CEDER - SOUTENU - VETIR - P - ELIT - TELAVIV - EN - GI - NA - AMERTUME - CUILLEREE - URE - ERIE - TAN-NAIT - ASES - CULDESAC

VERTICALEMENT
DOMICILE - PREVENUES - RUGIRA - BAUDE-LAIRE - TERNE - NIL - TETA - LIS - MALIGNES - RIVALE - SEUL - NATTER - RIME - CREA - GESTES - VERTU - CHER - MER - STOP - REAL - ABUSIF - EU - ETEND - RS - UN - MAIN-TENU - NE - PASSIF - CRUEL - MUAS - VEXE - RAGEA - NIGERIA - SOPRANOS - CUTI - ETC.

MOTS CROISES

HORIZONTALEMENT
1- JACASSEMENT. 2- OLIVE - SALAI. 3- SELECT - SOIN. 4- ES - OASIS. 5- PEUTETRE - SA. 6- HUTINET - CAS. 7- IRES - MITONS. 8- SOUCI. 9- MOUCHETURES. 10- ESSEULEE - SE.

VERTICALEMENT
1- JOSEPHISME. 2- ALESEUR - OS. 3- CILK - UTERUS. 4- AVERTIS - CE. 5- SEC - EN - CHU. 6- TOTEM - EL. 7- ES - ARTISTE. 8- MASSE - TOUE. 9- ELOI - COUR. 10- NAISSANCES. 11- TIN - ASSISE.

4x4 Quadruple - Jugeote
Klaxonner - Risette

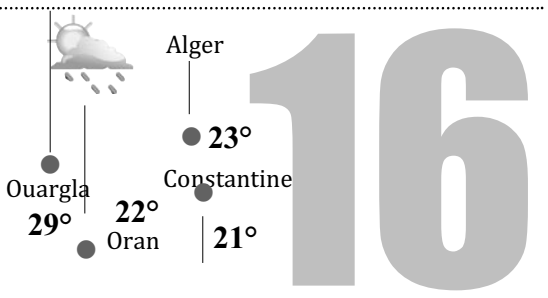
BIFFE-TOUT : TAOISME

EN PRÉVISION DU RAMADHAN

DÉSTOCKAGE DE PLUS DE 50.000 TONNES DE POMME DE TERRE

Dans le but d'assurer la disponibilité du tubercule sur le marché en quantité suffisante et à un prix abordable, notamment pour le mois de Ramadhan, plus de 50.000 tonnes de pomme de terre seront déstockées dans la wilaya d'Ain Defla durant le mois de mars prochain. « Cette quantité à déstocker représente 7.200 tonnes de pomme de terre de saison se trouvant dans les chambres froides au niveau de la wilaya », a précisé le directeur local des services agricoles. A cela, s'ajoute, selon Djamel Benchama, près de 32.000 tonnes de pomme de terre d'arrière-saison (2021/2022) stockées dans le cadre du système de régulation des produits agricoles de large consommation (SYRPALAC), a ajouté le responsable, indiquant, en outre, qu'une opération de déstockage de 1.000 tonnes de ce tubercule de saison est en cours. Le même responsable, cité par l'APS, a fait savoir qu'en plus de ces quantités, ses services misent également sur une quantité de près de 20.000 tonnes de pomme de terre d'arrière-saison.

R.N.



FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
06:18	12:59	15:44	18:04	19:31

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//MERCREDI 1ER FÉVRIER 2023 // N°485 //PRIX 20 DA

CHANEGRIHA PRÉSIDE LA RÉUNION ANNUELLE DES CADRES DE L'ARME MATÉRIEL

Maintenir la disponibilité de l'ensemble des composantes de l'ANP

« Cette rencontre constitue également une opportunité que je tiens à saisir pour vous exhorter à mettre à profit cette réunion dans l'objectif de valoriser et d'améliorer les expériences accumulées, en vue d'atteindre le plus haut niveau d'assimilation des missions assignées (...)»

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé, hier, à l'Ecole supérieure du Matériel en 1re Région militaire, l'ouverture des travaux de la réunion annuelle des cadres de l'Arme Matériel, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Après la cérémonie d'accueil et en présence du Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, des Commandants de Forces et de la Gendarmerie nationale, du Commandant de la première Région militaire, des chefs des départements du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-Major de l'ANP, des Directeurs et des chefs de services centraux, le Général d'Armée a suivi un exposé présenté par le Directeur central du Matériel, portant sur le bilan des activités exécutées au titre du programme de préparation des Forces pour l'année 2022, ainsi que des activités en cours dans le domaine du soutien des unités du corps de bataille de l'ANP, précise la même source. A l'issue, le Général d'Armée a adressé une allocution d'orientation, suivie via visioconférence par l'ensemble des cadres de la Direction centrale du Matériel exerçant au niveau des unités implantées dans les six Régions militaires, lors de laquelle « il a exprimé sa joie de présider la réunion annuelle des cadres de l'Arme Matériel, en exhortant les participants à tirer profit de cette rencontre pour valoriser et améliorer les expériences accumulées ». « Tout d'abord, il m'est agréable de présider la réunion annuelle des cadres de l'Arme Matériel, organisée par la Direction centrale du Matériel, à l'effet d'évaluer l'exécution du plan de charge annuel pour l'année 2022, de dresser un bilan général des activités en cours dans le domaine du soutien des unités du corps de bataille de l'ANP, puis l'analyser afin de trouver les solutions idoines aux problèmes rencontrés et de remédier aux insuffisances enregistrées », a indiqué le Général d'Armée. « Cette rencontre constitue également une opportunité que je tiens à saisir pour vous exhorter à mettre à profit cette réunion dans l'objectif de valoriser et d'améliorer les expériences accumulées, en vue d'atteindre le plus haut niveau d'assimilation des missions assignées, s'inscrivant dans le cadre du soutien technique et du maintien de la disponibilité de l'ensemble des composantes de l'ANP », a-t-il ajouté.

FIABILITÉ DE LA PERFORMANCE DES RÉSEAUX LOGISTIQUES

Le Général d'Armée a également « mis l'accent sur l'intérêt majeur qu'il accorde au principe de la complémentarité fonctionnelle et opérationnelle entre les différentes composantes de l'ANP », soulignant que « l'aptitude, le moral et la capacité combative du militaire dépendent largement de la fiabilité de la performance des réseaux logistiques ». « A ce titre, nous tenons à ce que les règles de la disponibilité que nous voulons concrétiser sur le terrain au niveau du Corps de bataille de l'ANP, reposent sur le principe de la complémentarité fonctionnelle et opérationnelle entre les différentes composantes de l'ANP », a-t-il affirmé. En outre, il relevé que « les réseaux logistiques étant la veine qui procure au Corps de bataille de l'ANP tout ce dont il a besoin, en temps et lieu opportuns et avec les quantités requises, nous sommes parfaitement convaincus que l'aptitude, le moral et la capacité combative du militaire dépendent largement de la fiabilité et de la performance de ces réseaux logistiques ». Le Général d'Armée a ensuite annoncé l'ouverture officielle des travaux de cette rencontre avant d'inaugurer le parcours psychologique du combattant, où il a suivi une démonstration exécutée par les élèves de l'Ecole supérieure du Matériel de la 1re Région militaire.

R.N.

EN VUE DE STIMULER LA TRANSITION VERS LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE DANS SEPT PAYS AFRICAINS

UN MILLION DE DOLLARS DE DON DU FONDS POUR L'ÉNERGIE DURABLE

Le Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA) du Groupe de la Banque africaine de développement va octroyer un don d'un million de dollars sous forme d'assistance technique à la Facilité pour la mobilité verte en Afrique (GMFA). Le don va permettre de créer un environnement propice aux véhicules électriques, de concevoir des modèles commerciaux de véhicules électriques et des lignes directrices pour les secteurs public et privé. La Facilité pour la mobilité verte en Afrique fournit une assistance technique et des capitaux d'investissement pour accroître et accélérer les investissements du secteur privé dans des solutions de transport durable dans sept pays : Kenya, Maroc, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone et Afrique du Sud. Le don va permettre de créer un environnement propice aux véhicules électriques, de concevoir des modèles commerciaux de véhicules électriques et des lignes directrices pour les secteurs public et privé. Il permettra aussi de développer une réserve bancable de projets d'e-mobilité, d'assurer la coordination régionale et le partage des connaissances, pour aider à catalyser le financement du secteur privé dans la prochaine phase d'investissement de la Facilité pour la mobilité verte en Afrique. « La mobilité est un élément fondamental qui relie les personnes aux services essentiels, aux emplois, à l'éducation et aux opportunités », a déclaré Nnenna Nwabufo, directrice générale du bureau régional de la Banque africaine de développement pour l'Afrique de l'Est. « La Banque africaine de développement s'est engagée à construire un avenir durable et plus résilient aux changements climatiques en catalysant l'investissement privé dans des solutions à faible émission de carbone », a indiqué Nnenna Nwabufo. « Nous pensons que la Facilité pour la mobilité verte en Afrique aura un impact considérable sur le marché africain en accélérant la transition vers la mobilité verte, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre de plus de 2,175 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone et en facilitant la création de 19 000 emplois à temps plein », a-t-elle souligné. Selon la directrice générale du Rwanda Development Board, Clare Akamanzi, « la demande future de solutions de mobilité et de véhicules devrait augmenter avec l'urbanisation rapide, la croissance démographique et le développement économique. » « Nous sommes ravis de recevoir ce soutien de la Banque africaine de développement. Nous considérons qu'il constitue un vote de confiance en nos efforts pour passer à des solutions d'e-mobilité et faire progresser la transition du Rwanda vers une économie à faible émission de carbone », a-t-elle ajouté. Le Rwanda est l'un des sept pays pilotes de la Facilité pour la mobilité verte en Afrique.

R.E.

CHAN 2022

L'EN A RELEVÉ HAUT LA MAIN LE DÉFI

En demi-finale de la CHAN 2022, l'Algérie a dominé une équipe nigérienne en perdition. L'EN a inscrit cinq buts. Les Fennecs enchaînent ainsi un cinquième match avec une cage inviolée. Ils ont fait la différence en première période, marquant quatre fois par Abdellaoui, Mahious, auteur d'un doublé. Katakore a inscrit un but contre son camp. A Oran, les Verts ont en fait écrit une belle histoire footballistique. Ils ont fait leur match en montrant beaucoup de présence et mettant assez d'impact et de variété dans le jeu. C'est la première fois que l'Algérie rejoint la finale du CHAN.

Y.B.